LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 4 décembre 1968 | N° 20

CORRESPONDANCES DES ENTREPRISES

THOMSON-HOUSTON
RENAULT
AIR FRANCE
HISPANO
N. M. P. P. etc...

(voir pages 9, 10, 11).

LA «BATAILLE» DES PRIX TROMPERIE POUR LES SALARIES

(Affiche éditée par le Comité d'Action de Caen.)

A Madrid
le drapeau rouge sur la faculté

LE drapeau rouge a flotté à Madrid, arboré sur la façade de la Faculté des Sciences. Pendant plusieurs heures, les étudiants madrilènes qui occupaient leurs Facultés, ont affronté la police franquiste, à coups de pierre, et même, selon certaines informations, en lançant des cocktails molotov. Partout dans le pays, les étudiants ont tenu des meetings, le 30 novembre, dans le cadre d'une journée organisée contre la répression, afin de protester contre la présence, depuis plusieurs semaines de la police dans l'enceinte universitaire, et contre les arrestations de militants.

Ainsi, le combat des étudiants espagnols se poursuit malgré les matraquages et les mesures d'intimidation policières. Ce combat prend même, de semaine en semaine, plus de vigueur.

Dans le même temps, dans les Asturies, 15 000 mineurs sont en grève. Ils ont arrêté le travail pour assister aux obsèques de trois de leurs camarades, tués dans un accident du travail. Depuis, ils n'ont pas repris le travail afin de protester contre l'insécurité qui règne dans la mine.

Il y a moins d'un mois déjà, ils s'étaient mis en grève par solidarité avec plusieurs de leurs camarades qui avaient été licenciés pour avoir assisté à l'enterrement de mineurs victimes d'accident de travail.

Le gouverneur avait alors déclaré que le mouvement était politique. Aujourd'hui, pour défendre leur condition de vie, mais aussi leur dignité d'homme, les mineurs asturiens sont de nouveau en lutte. Là encore, le combat qu'ils mènent depuis des années, se poursuit sans défaillance.

Au campus universitaire de Madrid. (Photo U.P.I.)

Que les mineurs et les étudiants affrontent, au même moment, les autorités franquistes, cela ne signifie pas, certes, que les deux combats se confondent. Mais ils convergent. Les travailleurs dans leur lutte pour leur dignité, contre les patrons, contre les gardes civils, les étudiants dans leur combat pour la liberté, combattent un même ennemi : le régime franquiste.

Le drapeau rouge qui flotta, vendredi dernier à la façade de la faculté des sciences n'est peut-être encore qu'un symbole bien fragile, mais pour les révolutionnaires du monde, ce symbole est chargé de signification. Il montre qu'une partie des étudiants espagnols est décidée à combattre aux côtés des travailleurs, et, qu'à la barbe des flics de Franco, fièrement elle a décidé de l'affirmer.

Abject !

Vingt mille personnes ont assisté aux obsèques de trois mineurs tués lundi dans un éboulement. La compagnie « Hunosa », à laquelle appartient la mine « Maria-Luisa », a annoncé que les veuves et enfants des mineurs tués dans l'accident ne recevront pas l'indemnité prévue de 250.000 pesetas (15.250 F) si les grèves de protestation contre la fréquence des accidents miniers déclenchées mercredi se poursuivent.

les étudiants égyptiens en lutte contre la dictature

Il y a un peu plus d'une semaine, les étudiants de Mansourah, ville universitaire de la Basse Egypte, manifestaient pour protester contre la nouvelle loi sur l'enseignement dont l'une des conséquences est de limiter l'admission à l'Université.

La police tirait et tuait 4 étudiants. Par solidarité, le mouvement finissait par s'étendre aux étudiants de tout le pays et le gouvernement Nasser ordonnait la fermeture de 5 Universités et de tous les établissements universitaires égyptiens. Quatre jours après Mansourah, la police faisait 15 morts et près de 80 blessés à Alexandrie.

Mais pourquoi Nasser a-t-il voulu écraser dans le sang le mouvement étudiant ?

Depuis la guerre israélo arabe, les manifestations populaires contre le régime ont été en grande partie l'œuvre des étudiants qui, en février 1968, s'étaient mis en grève, et avaient contraint Nasser à publier un « plan de réformes » le 30 mars, adopté en mai après référendum.

Outre la liberté d'expression les étudiants réclamaient alors une mobilisation populaire « patriotique » et l'armement de la population.

Ces jours-ci, les étudiants qui manifestaient à Mansourah, réclamaient aussi la liberté de presse, d'opinion, de réunion, la fin de la répression et le départ du Marcellin égyptien, le ministre de l'Intérieur Charawy Gomaa.

Et si Nasser craint tant la mobilisation des étudiants, c'est que leurs revendications expriment ce que les masses égyptiennes ressentent confusément, c'est-à-dire la faillite complète du régime nasserien.

Ce sentiment s'est sans doute renforcé depuis la défaite de juin 1967.

Alexandrie.
Des étudiants manifestent leur solidarité à ceux de Mansourah. →

(Photo U.P.I.)

L'armée étant l'épine dorsale du régime, la défaite militaire était interprétée par tous comme une défaite politique du nasserisme. Et de ce point de vue, le régime égyptien est sorti terriblement affaibli de la guerre israélo-arabe, même si cette crise a permis à Nasser de se débarrasser au sein de l'armée de rivaux possibles comme Amer.

Dans ces conditions il n'était pas question d'armer la population, fut-ce sur une base « patriotique », car les armes auraient pu rapidement se retourner contre le régime.

En toile de fond à tout cela, il y a la situation économique catastrophique qui a entraîné une baisse sensible du niveau de vie de la population laborieuse égyptienne, surtout de celle des villes.

Après la mainmise par Israël sur le pétrole du Sinaï et l'arrêt du trafic sur le canal de Suez, deux des sources les plus importantes de rentrée de devises, la balance commerciale égyptienne accuse un déficit de 420 millions de livres. L'arrêt complet du tourisme a encore aggravé la crise.

Aujourd'hui, les salaires sont bloqués, les prix montent et le marché noir fait rage.

Dans les campagnes, les promesses de réforme agraire n'ont jamais été tenues et 74 % de la population paysanne se retrouvent encore aujourd'hui sans le moindre lopin de terre alors que la grande propriété féodale subsiste, protégée par une bureaucratie d'Etat complètement corrompue et liée à la bourgeoisie des villes dont Nasser défend les intérêts.

Si le mécontentement général parvient à s'engouffrer dans la brèche que les étudiants ont ouverte dans le flanc du régime, Nasser ne restera pas très longtemps au pouvoir.

C'est pourquoi parfaitement conscient de cette situation, le RAIS tente d'endiguer le flot par tous les moyens, y compris l'assassinat.

Mais la répression ne parviendra sans doute pas à freiner la lutte des étudiants égyptiens qui se sont mobilisés contre le régime depuis plus d'un an. Et, s'ils savent s'unir aux autres couches de la population, et notamment aux travailleurs qui ont déjà montré le poids qu'ils représentaient en Egypte, la dictature égyptienne pourra compter ses jours.

Déclaration du Comité directeur de l'Association des Étudiants musulmans nord-africains sur le procès de Tunis

C'EST avec indignation que le comité directeur de l'A.E.M.N.A. a appris les lourdes condamnations des intellectuels, étudiants et ouvriers tunisiens après le procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, procès qui constitue en fait un complot dirigé contre les forces démocratiques en Tunisie.

Jusqu'ici, le régime tunisien s'était fait passer devant l'opinion pour un régime respectueux de libertés démocratiques garanties par la Constitution, et ce, grâce à une propagande habile soutenue à grands renforts par la presse bourgeoise internationale présentant la Tunisie comme un modèle pour le tiers monde. Malheureusement, la réalité en Tunisie est toute autre depuis 1963, date à laquelle fut interdit le P.C.T.

Le Comité directeur de l'A.E.M.N.A. ne saurait se taire devant un tel mépris des droits élémentaires de la personne humaine, que ce soit à Tunis, à Alger ou à Rabat. Il s'élève énergiquement contre les méthodes répressives et la torture utilisées par la police dont le directeur est un ancien secrétaire général de l'U.G.E.T. (Union générale des étudiants tunisiens) et les hommes de main du Destour au lendemain des journées de solidarité avec le militant progressiste Mohamed Ben Jennet, condamné à 20 ans de travaux forcés à la suite de l'agression impérialo-sioniste du 5 juin.

Il s'insurge contre la violation flagrante des droits de la défense ainsi que contre les irrégularités sans nombre qui ont entaché ce procès.

Il flétrit le comportement scandaleux de la direction fantoche de l'U.G.E.T. qui a trempé dans la répression de ses militants de base et en particulier de Razgallah Belhassine et Ben Othman, respectivement secrétaires généraux des corpos de médecine et de la corpo de lettres.

Il soutient la grève de la faim déclenchée par les détenus en vue de l'obtention du statut politique.

Il exige la reconnaissance du statut de détenus politiques à tous les camarades emprisonnés.

ISRAEL
condamnation de militants révolutionnaires

LES trois militants de l'Organisation Socialiste Israélienne (MATZPEN) arrêtés au début du mois d'octobre pour avoir peint des slogans dénonçant le chauvinisme sioniste et l'occupation, viennent d'être condamnés à de lourdes amendes et à des peines de prison avec sursis. Après avoir été détenus pendant une semaine, le tribunal de première instance leur infligea des peines relativement légères. La police en fit appel et le tribunal aggrava les peines singulièrement, multipliant les amendes par dix et doublant les peines de prison avec sursis. Les camarades Bober et Hoffmann se virent ainsi infliger une amende de 1.500 livres israéliennes (près de 2.500 nouveaux francs) chacun, accompagnée d'une peine de prison avec sursis d'un an. Le camarade Cohen devra payer une amende de 750 livres israéliennes avec peine de prison avec sursis de cinq mois.

Par ailleurs, des ordres d'assignation à résidence ont été lancés contre deux militants arabes de l'Organisation Socialiste Israélienne. Ces mesures touchent le camarade Khalil Touamé, secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de l'Université de Jérusalem, qui fut condamné au début de l'année à neuf mois de prison ferme et à neuf mois de prison avec sursis. Récemment libéré, il est assigné à résidence dans son village natal de Rama. Une mesure semblable d'assignation à résidence dans son village natal touche le camarade Nabil Saad, sociologue et ancien élève de l'Université de Jérusalem.

Pour hâter la fin de la guerre, les combattants vietnamiens continuent de lutter héroïquement

Il y a un mois, le président Johnson annonçait dramatiquement qu'il invitait le F.N.L. et le gouvernement de Saigon à la table des conférences à Paris. Ce geste de « bonne volonté » qui n'était pas dépourvu de préoccupations électorales, constituait une reconnaissance « de facto » du F.N.L. et donc une nouvelle concession américaine face aux combattants vietnamiens. Le F.N.L. acceptait sur le champ. Pour les mêmes raisons Saigon refusait. Et pendant un mois la diplomatie de couloir prenait la vedette. Il s'agissait officiellement de ménager Saigon, en fait, de faire trainer les choses en longueur.

(Photo A.F.P.)

Un mouvement de miliciens vietcong.

La semaine dernière, coup de théâtre : Saigon acceptait enfin, sous réserve de ne pas reconnaitre le F.N.L. (qui dans son esprit ne siégerait pas en tant qu'entité séparée), de ne pas accepter avec lui un gouvernement de coalition, de ne plus entendre parler de la création d'un troisième Vietnam tampon, entre les deux premiers (personne d'ailleurs n'y songeait) et enfin, d'avoir le premier rôle dans les pourparlers concernant l'avenir politique du Sud-Vietnam. Ces réserves sont dérisoires, aussi dérisoires que la fiction d'un Sud-Vietnam indépendant des Américains et allié secouru. Que les Américains retirent leurs troupes du Sud-Vietnam et les généraux fantoches ne tiendront pas une minute dans Saigon soulevée et occupée par les combattants vietcongs. Cela tout le monde le sait, y compris les principaux intéressés, Thieu et Ky. Si l'on fait semblant aujourd'hui de tenir compte de leurs volontés c'est bien parce que cela arrange les U.S.A.

Les Américains ont compris après la défaite du Têt, qu'ils ne pourraient vaincre le F.N.L. qu'au prix d'un effort de guerre que ni les finances, ni l'économie, ni en fin de compte l'opinion américaine n'étaient prêtes à consentir. Le demi-million d'hommes enlisés là-bas représentait déjà la limite de ce que les U.S.A. pouvaient supporter sans conséquences graves. D'où l'arrêt des bombardements et les offres de paix qui devaient conduire à l'ouverture de leur conférence de Paris réunissant négociateurs U.S. et négociateurs d'Hanoï.

Les Américains faisaient la guerre au Vietnam pour éviter que ce petit pays ne bascule dans le camp soviétique, et bien évidemment c'est ce même objectif politique qui guide leurs négociations de paix. Vaincus moralement au Sud-Vietnam, ils n'en sont pas moins en position de force. Le plus puissant des impérialismes a dû reculer dans les villes et renoncer à tenir les campagnes, mais dans ses propres bases il est inexpugnable. Il tient toujours Saigon, véritable enjeu de la bataille. Il a des hommes, du matériel, des dollars. Il a le temps. Il compte sur l'usure de son petit adversaire, il compte aussi sur une hypothétique démobilisation de la population et des combattants vietnamiens à l'annonce des pourparlers de paix. Il compte enfin sur l'appui moral des autres nations occidentales soulagées de pouvoir enfin voir en lui le moderne chevalier de la paix et dont les opinions publiques bien manipulées se montrent prêtes à considérer le F.N.L. comme un trouble-fête remettant sans cesse en question par ses offensives, une paix si nécessaire et si difficile.

Le F.N.L. a pour lui l'expérience de vingt années de luttes politiques et militaires contre l'impérialisme, qu'il soit U.S. ou français. Il a pour lui, d'avoir contraint le géant américain à mettre genou à terre ; il a enfin la conscience claire que tout ce qu'il a obtenu jusqu'à présent, il ne le doit qu'à lui-même et à sa lutte armée. Il sait que Thieu et Ky ne sont rien, il sait que les Américains s'en servent comme prétexte pour faire durer la guerre afin de profiter de la moindre de ses faiblesses, pour renforcer par une « victoire » militaire leur position autour du tapis vert.

C'est pourquoi le F.N.L. a déjoué jusqu'ici les manœuvres « pacifistes » de ses adversaires. Loin de poser les armes, il n'a cessé de harceler les Américano-Vietnamiens. Et aujourd'hui, à l'annonce de l'arrivée de la délégation gouvernementale vietnamienne à Paris — car quels que soient les retards et calculs du gouvernement de Saigon, il finira par venir — le F.N.L. a lancé l'ordre d'une nouvelle offensive dont l'enjeu sera sans doute à nouveau Saigon.

Et la force du F.N.L. c'est que ses hommes soient prêts à mourir aujourd'hui, malgré, ou plutôt, à cause des négociations. C'est que pas un seul combattant vietnamien n'ignore aujourd'hui qu'au bout de son sacrifice il y a l'indépendance à gagner. Les soldats de Thieu et Ky ont perdu toute raison de se battre, si tant est qu'ils en aient eu une autrefois. Les soldats U.S. n'ont pas envie de mourir pour une cause officiellement perdue.

Mais les combattants vietcongs ne poseront les armes que lorsque la paix sera signée ; c'est leur seule garantie qu'elle leur sera favorable.

LETTRE DE LONDRES

Nous publions ci-dessous une correspondance d'un lecteur appartenant au groupe révolutionnaire «International Socialism» à propos de la manifestation sur le Vietnam qui s'est déroulée le 27 octobre à Londres (voir Lutte Ouvrière n° 15). Les problèmes qui se posent aux groupes révolutionnaires britanniques à ce sujet sont assez semblables aux problèmes des révolutionnaires français : « peut-on, par des manifestations « dures », réveiller la conscience de la classe ouvrière et attirer davantage de jeunes à soi, ou bien une autre orientation doit-elle être envisagée ? »

Notre lecteur montre bien l'impasse à laquelle aboutissent de telles manifestations — même si elles sont un succès — et nous sommes pleinement d'accord avec lui sur la nécessité d'un travail régulier en milieu ouvrier, partout où cela est possible (usines - marchés - locataires).

Toutefois l'objectif qu'il propose dans l'immédiat semble contradictoire avec ce qu'il démontre plus haut. En effet, organiser une manifestation pour le 1er Mai, même sur des mots d'ordre concernant la classe ouvrière ramène dans le travers des manifestations pour le Vietnam : on change les mots d'ordre, mais le caractère « exemplaire » est finalement le même. Appeler à un grande manifestation pour le 1er Mai est bien, encore faut-il pouvoir rassembler les 10.000 ouvriers. Car ceux-ci ne viendront pas simplement parce qu'on leur aura lancé un appel. Il faut tout d'abord gagner leur confiance sur les marchés et dans les comités de locataires... C'est-à-dire par un travail long et patient qui, lui, est très peu spectaculaire. Enfin il ne s'agit pas comme il est dit dans cette correspondance «d'intégrer la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire.» Il s'agit pour ceux qui se veulent révolutionnaires de gagner la confiance de la classe ouvrière, car sans elle il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en tout cas pas de parti révolutionnaire socialiste. Mais cela peut demander plus de temps que les quelques mois qui nous séparent du 1er Mai.

La manifestation du 27 octobre à Londres contre la guerre du Vietnam a été la plus importante du genre qui se soit déroulée en Grande-Bretagne. A en juger par les banderoles, les drapeaux, les slogans et les chants, il était évident que les manifestants ne réclamaient pas une quelconque « paix au Vietnam ». Ils criaient : « Victoire pour le F.N.L. », « Ecrasons la bourgeoisie », et « Révolution ». L'atmosphère générale de la manifestation visait à exprimer leur conscience *révolutionnaire*.

La manifestation n'avait rien d'un défilé pacifique encadré par les débonnaires policiers londoniens, comme aux temps anciens de la Campagne pour le Désarmement Nucléaire. Il n'y avait ni guitares, ni prêtres, et personne ne se souciait de ne pas gêner la circulation. Le Parti Communiste est resté discret. Le 27 octobre fut la manifestation de la jeunesse révolutionnaire.

Cependant, parmi les participants, il y avait un sentiment général de déception. La presse bourgeoise, au cours des derniers mois, avait dressé le tableau d'une manifestation qui ressemblerait à une insurrection. Les bâtiments publics seraient occupés, la presse informait ses lecteurs apeurés (et fascinés !) que vandalisme, incendies volontaires et cocktails molotov seraient à l'ordre du jour.

Inutile de dire que rien de ce genre ne s'est produit — bien que la bourgeoisie ait suffisamment cru à ses propres mensonges en consacrant 81.000 livres pour les renforts de police, pour barricader les établissements publics et les grands magasins, et pour fouiller les milliers de cars et de voitures qui se dirigeaient sur Londres.

Mais non seulement les craintes fantastiques de la bourgeoisie ne se sont pas réalisées : il ne s'est rien produit du tout.

Cent mille personnes ont défilé. Quelques milliers se sont dirigées vers Grosvenor Square à l'ambassade américaine, inspirées visiblement par les maoïstes, et il y eut confrontation avec la police. Quelques pierres furent lancées, et la foule s'est dispersée en chantant.

C'était la troisième manifestation organisée par la « Vietnam Solidarity Campaign », et ce fut de loin la plus imposante. Cependant elle fut aussi la plus décevante pour les participants.

Pour les révolutionnaires en Grande-Bretagne, cette déception est d'une grande importance. Après le 27 octobre, le mouvement des jeunes qui désirent sincèrement apporter leur soutien à la révolution anti-impérialiste se heurte à une impasse. Après le 27 octobre, il est clair que la ligne à suivre pour ceux qui soutiennent le F.N.L. doit être réexaminée. Il est vain — pour les participants eux-mêmes — d'envisager l'avenir seulement en organisant encore plus de manifestations, car cette voie semble ne mener nulle part.

(Photo U.P.I.)

Une vue de la manifestation de Londres.

Après le 27 octobre, les chemins se séparent, et le mouvement peut tout aussi bien se scinder. Il semble dès maintenant assez clair qu'à l'intérieur même du mouvement, deux tendances se disputent le soutien de la majorité. L'une proclame : « Pas de lâcheté » et pousse à une « plus grande combativité » : occupation de locaux, groupes de guerrillas, barricades, confrontation avec l'Etat, sont les mots clé de cette tendance.

L'autre tendance explique qu'il ne faut pas se faire d'illusions et préconise de se tourner vers la classe ouvrière. Bulletins d'usine, réunions publiques dans les marchés, travail parmi les associations de locataires et dans les syndicats sont ici les idées clé.

La discussion est centrée autour du problème de la prochaine manifestation. Les « Narodniki » — si cette définition n'est pas trop désobligeante pour la guerrilla urbaine d'aujourd'hui — veulent une autre manifestation en mars autour de l'unique slogan : « Victoire pour le F.N.L. ». Les « Marxistes » — si ce terme n'est pas trop indulgent pour l'autre tendance — proposent un objectif différent centré sur une manifestation pour le 1er mai sur les problèmes économiques internes, afin d'essayer d'intégrer la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire.

C'est à cette dernière tendance que nous devons accorder notre soutien. En 1967, une petite manifestation s'était déroulée à Londres pour le 1er mai, ne comprenant que 300 ouvriers. (En Grande-Bretagne, depuis plus de 50 ans, le mouvement syndical officiel, et son adjoint politique, le Parti Travailliste célèbrent le 1er mai le premier dimanche du mois de mai. Une manifestation le 1er mai nécessitait une grève...).

Le 1er mai 1968, la manifestation recueillit un plus grand succès. Un millier d'ouvriers et plusieurs centaines d'étudiants ont défilé côte à côte pour protester contre la propagande raciste du Conservateur Enoch Powell.

En 1969, si cela est possible, le but est d'organiser une manifestation du 1er mai de peut-être 10.000 personnes, sur des revendications directement opposées à la politique économique du Parti Travailliste. De telles revendications pourraient être : « Halte aux licenciements », « Garantie du salaire », « Salaire égal pour les femmes », « Halte aux augmentations de loyers », etc.

Si 10.000 ouvriers peuvent être décidés à faire grève le 1er mai et à manifester sur de tels mots d'ordre, en liaison avec les jeunes révolutionnaires, alors certes, il y aura quelques raisons d'espérer pour l'avenir révolutionnaire de la Grande-Bretagne.

Arbitraire Policier

MARDI 26 novembre, le comité d'action Maubert organisait salle G à la Mutualité, la projection d'un montage de diapositives sur mai-juin 1968. Ayant reçu la visite de la police la semaine d'avant, le C.A. avait pris cette fois une précaution légale supplémentaire : la projection était privée et ne pouvaient entrer que les personnes munies d'une carte d'invitation.

Pourtant cela n'arrêta pas outre mesure le commissaire du Ve arrondissement. Celui-ci, accompagné de barbouzes, entra dans la salle pour faire saisir le film. Aux militants qui lui demandaient son mandat, le commissaire, d'un air entendu, répondait qu'ils étaient « bien mal au courant de la loi et puis... qu'il faisait ce qu'il voulait ! ! ! ».

Finalement, après quelques bousculades et après l'entrée dans la salle des gardiens de l'ordre, la saisie fut opérée.

Cela bien entendu n'est pas pour décourager les militants du comité d'action qui ont souvent affaire à la police : chaque fois qu'un militant est surpris, diffusant un tract dans la rue, il est embarqué pour douze heures au commissariat.

Mais il faudrait bien plus que quelques photos saisies, pour effacer mai des mémoires.

● A Lyon

grève au Lycée Technique de la Martinière

MERCREDI 13 novembre, à l'établissement Monplaisir (1.100 élèves) du Lycée Technique de Garçons de la Martinière à Lyon, les élèves ont suivi en grande majorité le mot d'ordre de grève pour la journée nationale d'action lancée par les CAL.

Malgré l'absence de CAL au lycée, les délégués de classe organisèrent des votes le mardi après-midi. L'information fut en général faible sinon inexistante et les votes ne furent pas organisés dans toutes les classes. Cependant la participation au mouvement fut importante puisque le lendemain seulement 200 élèves sur les 1.100 que compte l'établissement étaient en cours.

Ce mercredi 13, à la rentrée de 7 h 45, la cour s'est remplie de petits groupes discutant sur la grève. Des questions fusent : « Qu'est-ce qu'on fait ? » « Que font les autres lycées ? » « Envoyons des délégations. » « Il faut éviter la pagaye ! »

Une grande partie des élèves essaie ensuite de sortir du lycée afin de manifester sa présence dans la rue. Mais ils se heurtent aux grilles fermées et à un barrage de pions menés par le censeur. Des élèves arrivent quand même à sortir par des voies détournées et peuvent de ce fait contacter les lycées voisins.

Dans la matinée 4 à 500 élèves se réunissent dans la salle des conférences : nombreux sont ceux qui réclament de l'information. D'autres ressentent la nécessité de créer un C.A.L. dans le lycée et prépareront une autre réunion.

Des élèves sollicitent des professeurs des réponses à leurs problèmes. Quelques-uns seulement sont là et donnent leur avis. Après des tentatives du censeur d'empêcher les discussions élèves-professeurs, la grande majorité de ceux-ci se sont abstenus d'entrer en contact avec les lycéens. Même certains professeurs lancent des invectives aux grévistes, comme s'ils se sentaient visés. D'ailleurs, le S.N.E.S. était plutôt contre le mouvement, bien qu'une opposition soit apparue dans la section syndicale du lycée.

Même si les revendications confusément avancées n'ont pas été et ne pouvaient pas être satisfaites, cette journée de grève a apporté la preuve que la liberté pouvait être imposée dans le lycée. Les élèves ont pu se réunir et discuter librement de leurs problèmes. Ils en ont profité pour jeter les bases d'un C.A.L., chose qu'ils n'avaient pu réaliser jusqu'à maintenant.

● A Dijon

Un lycée technique exemplaire !

"ASSUREZ-VOUS une belle carrière, devenez secrétaire sténodactylo en deux ans au lycée Hyppolite Fontaine à Dijon. Formation sérieuse et soignée, succès garanti. Enseignement de première qualité, 34 heures de cours par semaine dont 6 heures de sténographie et 6 heures de dactylographie. Matériel extra. »

Belle publicité ! Maintenant voyons la réalité.

En tout, le lycée dispose de deux salles de dactylographie, une de 35 machines, une de 22 pour cinq classes de 22 à 35 élèves chacune ce qui pose quelques petits problèmes de répartition. Mais comme de toutes façons il n'y a pas de bureaux de dactylo, ni les sièges adéquats, les salles de dactylo sont utilisées pour des cours normaux. Il suffit de pousser un peu les machines de côté et quand on vient apprendre à taper à la machine, il suffit de poser son manteau ou son cartable sur la chaise pour être à la hauteur.

Pour la modique somme de 12 francs payée en début d'année à la coopérative, l'administration fournit votre livret scolaire et les sujets polycopiés. Nous apportons nous-mêmes notre papier pour machines et notre carbone. Les rubans des machines sont gracieusement remplacés par l'administration.

Vu les mesures d'austérité annoncées par le budget de l'Education nationale, ils vont peut-être nous faire payer la location des machines... !

Des lycéens nous écrivent...

● A Paris

Au Lycée Bergson

LYCEE classique et moderne mixte, comprenant environ 2.700 élèves, la rentrée s'y est faite dans un calme relatif, les problèmes étant surtout ressentis par les enseignants, les surveillants et l'administration : avec d'un côté l'accroissement de l'effectif des élèves et de celui des classes et, de l'autre, le nombre insuffisant des salles, la diminution du personnel d'entretien, de surveillance et le retard dans la nomination du personnel enseignant. Devant ces problèmes, c'est l'expectative : divisions chez les enseignants, attente angoissée de textes officiels à l'administration, longue reprise de contact chez les lycéens : le C.A.L. renaît lentement des vacances.

Comme dans les autres lycées c'est la discipline qui crée les premiers problèmes. Ici, pas d'exclusion d'élèves politiquement marqués, simplement la question des retards à l'entrée du lycée. Mais cela a suffit pour obliger l'administration à manifester sa fonction répressive : les grilles du lycée furent fermées cinq minutes avant le début des cours, sans que la mesure ait été présentée à l'ensemble des élèves ni discutée, sans que les enseignants aient été informés.

La réaction des élèves devant la décision de l'administration a été nette : une bonne partie des élèves du 2e cycle, et certains du 1er, se présentèrent au bout de trois jours avec un retard systématique de 20 minutes : les grilles étaient miraculeusement ouvertes, l'administration avait reculé devant l'épreuve de force, les élèves avaient victorieusement montré qu'ils n'étaient pas un vulgaire bétail.

Un accident mortel - son utilisation

Pendant le week-end du début novembre, l'agent qui s'occupe des chaudières du lycée meurt asphyxié par des émanations d'oxyde de carbone. Le lundi suivant, l'administration en informe les élèves, par un texte affiché qui insiste sur le danger que font courir les mégots des élèves, qui implore la prudence de ces derniers et rejette implicitement sur eux la responsabilité de l'accident, sans bien entendu faire aucune allusion aux conditions de travail de la victime, aux compressions du personnel d'entretien, aux aberrations dans la conception et la réalisation de ce lycée-boîte à sardines ! Et cela au nom de l'humanisme et de l'objectivité de l'information...

Un tract est distribué peu après qui dénonce cette façon insidieuse de déplacer les responsabilités.

Délégués ou responsables ?

Dans ce climat ont eu lieu les élections des « responsables de division », le plus rapidement possible et sans véritable discussion politique (sauf exception) comme le souhaitaient le ministère et l'administration. Quelques classes ont refusé ce vote-bidon et expliqué leur position dans un tract, proposant des assemblées générales d'élèves et d'enseignants : ces suggestions furent enterrées, les responsables élus, la plupart du temps sur leur bonne tête. Et en avant pour une participation bon enfant, les responsables ne devant avoir, de l'aveu même du ministère, que le rôle de porte-parole de l'administration auprès des élèves. Les professeurs, bien entendu, dans leur grande majorité organisent ces « élections ».

L'éveil

Mais le paternalisme plus ou moins adroit au niveau local ne parvient pas à masquer le sens global des rapports entre le régime et ses jeunes : les sanctions et exclusions dans les autres lycées de France et de Paris provoquent l'indignation des grands élèves de Bergson : meetings répétés dans la cour, que l'administration tente vainement d'enrayer, interventions dans les classes, préparation de journées d'action... Le C.A.L. se reforme peu à peu dans l'action, désormais le lycée est « ouvert vers l'extérieur », la solidarité n'est plus un vain slogan, la répression est stoppée.

Les professeurs sont profondément divisés : quelques-uns reconnaissent aux élèves le droit à s'informer et à agir, refusent de condamner a priori toute action apparemment « irrationnelle », « inefficace », « aventuriste » des élèves. Mais la majorité s'effarouche et motive sa condamnation par un souci aigu de la santé intellectuelle et physique des jeunes. Bonnes âmes...

Ainsi les élèves se trouvent seuls, aux prises eux-mêmes avec des clivages politiques profonds : « modérés » et « extrémistes » partisans de la « spontanéité » et de l' « organisation ». Sur tout cela plane le refus de la fonction actuelle de l'enseignement qui fournit au système capitaliste le matériel humain dont il a besoin : plus ou moins instruit, plus ou moins spécialisé, mais en tout cas « dressé », habitué à apprendre sans critiquer, à obéir sans discuter. Mais le refus de devenir un cadre de la société bourgeoise, le dévouement à la cause révolutionnaire ne sont le fait que d'une minorité. Pour la plupart on sent le poids d'une situation sociale relativement privilégiée, qui conduit à défendre ces privilèges et uniquement eux. On sent aussi, le poids des organisations qui, parlant au nom de la classe ouvrière, engagent les lycéens à jouer le jeu, à accepter intégralement la « démocratisation de l'enseignement » perpétuant ainsi le mythe de l'accession des fils d'ouvriers aux couches sociales privilégiées.

Le 13 novembre.

Toute la journée, occupation du lycée par les élèves du 2e cycle. Affiches sur les murs (elles furent d'ailleurs retirées le soir même par l'administration), vente d'ACTION-spécial-lycées, assemblées générales dans des conditions matérielles précaires (le gymnase ayant été refusé), commissions sur différents problèmes. Peu de participation des professeurs, car le S.N.E.S. et le S.G.E.N. n'ont pas appelé à la grève, et il faut assurer les cours en 1er cycle...

Dans l'ensemble la journée a été une réussite, une très forte proportion des élèves ayant participé aux assemblées et aux commissions. Les calomnies officielles sur les petits groupes de trublions ne tiennent plus : les lycéens dans leur ensemble sont concernés par les problèmes jusque-là « réservés aux adultes » et ne se laisseront pas arracher leurs conquêtes de Mai.

NON à la RÉPRESSION

Une lettre du secrétaire à l'organisation de la section C.G.T. du bronze.

Laval, le 10 novembre 1968

LETTRE OUVERTE
A M. LE PREFET
DE LA MAYENNE

Résolution de la section syndicale du bronze d'art C.G.T. considérant :

— *Que notre comarade Georges FERRE, assigné à résidence surveillé dans la Mayenne depuis le 18 juillet 1968.*

— *Que la mesure qui le frappe est arbitraire.*

— *Que sa situation professionnelle et morale lui portent depuis plusieurs mois un préjudice intolérable.*

— *Qu'il doit être mis fin à sa situation irrégulière et que vous devez au plus tôt veiller à ce que lui soient rendus ses droits les plus élémentaires de citoyen libre.*

Ses amis, réunis ce jour autour de lui, dans le département de la mayenne, EXIGENT qu'il retrouve les conditions de vie et les droits qui étaient les siens avant l'arrêté arbitraire auquel il est toujours assujetti. Nous restons attentif à la décision que vous prendrez et qui déterminera pour nous la suite à donner à notre action.

Pour la section syndicale
du bronze d'art C.G.T.,
Le secrétaire,

L'INTERNATIONALE DES FLICS

(Photo AFP)

A Strasbourg. Andréas Papandréou au cours de sa conférence de presse, entouré des 2 témoins transfuges Constantin Mélitis et Pandelis Marketakis (de g. à d.). A l'arrière plan le lieutenant de marine Marotis actuellement réfugié à Copenhague.

LES colonels grecs en seront pour leurs frais. Avec le mépris coutumier des traîneurs de sabre pour ceux qui osent leur résister, ils avaient pensé qu'il suffisait de promettre quelques avantages personnels à des prisonniers politiques pour les amener à témoigner en faveur du régime qui les jeta en prison, à témoigner même que la torture qu'ils avaient peut-être eux-mêmes subie n'était pas une pratique courante de la police de la junte. Mais les victimes ne plaideront pas pour les bourreaux.

Melitis et Marketatis, deux de ceux que les colonels amenèrent sous escorte à Strasbourg où siège actuellement la commission européenne des droits de l'homme, ont faussé compagnie à leurs gardiens. Et ils témoigneront, bien sûr, mais contre les oppresseurs du peuple grec, malgré les menaces formulées devant des témoins par le chef de la délégation grecque qui aurait déclaré que la « désertion » de Marketatis retomberait sur la tête de sa femme et de ses enfants.

Mais s'il y a dans cette affaire quelque chose de plus écœurant encore, que l'attitude des autorités grecques, c'est bien la complicité à leur égard des services officiels français.

Comment peut-on admettre que les dictateurs grecs puissent faire amener en France **sous escorte** des témoins qui n'ont pas cessé en fait d'être des prisonniers, qu'une nuée de gorilles grecs **armés** puissent, au vu et au su de tous, effectuer leur sale besogne dans les rues de Strasbourg, qu'un troisième témoin, dont les policiers grecs craignaient sans doute que lui non plus ne se montre pas docile, ait été littéralement escamoté, **kidnappé,** pourrait-on dire, et réexpédié de force en Grèce.

Et tout cela précisément à un moment où les frontières sont grouillantes de C.R.S. chargés de mettre la main sur le moindre franc baladeur tentant de passer en fraude.

Mais, que voulez-vous, ce ne sont pas de vulgaires étudiants allemands, porteurs présumés d'idées subversives, ce sont des « collègues ». Et vous ne voudriez tout de même pas qu'on se cherche bêtement des histoires entre collègues.

Cependant, même le réactionnaire « Figaro », qu'on ne peut tout de même pas suspecter de gauchisme. pose des questions à ce sujet, et se demande « comment de tels faits peuvent se concilier avec la souveraineté nationale française ».

Nous ne nous chargeons pas de répondre à la question du rédacteur du « Figaro ». Mais de « tels faits » prouvent simplement que nos dirigeants, par delà les grands mots sur « l'indépendance retrouvée » se sentent liés par une véritable solidarité internationale aux flics et aux bourreaux de tous les pays.

LE YOGI ET LE COMMISSAIRE

LA disparition des deux enfants du « mage » de Marsal a été le fait divers numéro un de la semaine dernière. Nous n'avons aucunement la prétention de jouer au « Détective », et nous laisserons à d'autres le soin d'élucider le mystère. Mais en lisant les comptes rendus de la presse à propos de cette affaire, on pourrait se croire revenus quelques siècles en arrière, et pas seulement à cause du comportement du « mage » lui-même.

C'est ainsi que le « Figaro », quotidien fort sérieux d'habitude, livrait vendredi à ses lecteurs une information inédite : ce « mage », qui prétend qu'il pouvait faire parler les statues de la déesse Kali, et connaître ainsi l'avenir dans ses moindres détails, ne serait qu'un vulgaire usurpateur. Et le « Figaro » ne se contentait pas de présomptions, il avait des preuves, et quelles preuves ! Puisque le « mage » se prétendait « swami » (nous renvoyons nos lecteurs, pour plus amples détails, à leur manuel d'initiation ésotérique habituel), le rédacteur de ce journal s'en alla rendre visite à un « authentique » « swami », lequel démontra péremptoirement que son collègue n'en était pas un, puisqu'il n'appartenait pas à l'une des douze sectes qui se reconnaissent officiellement entre elles. Ouf, le « Figaro » pouvait rassurer ses lecteurs, ce n'était pas à un véritable homme de dieu .. fut-ce d'un faux dieu .. que l'on cherchait des ennuis, mais à un usurpateur, à un faux saint, indigne de toute considération.

Certains penseront que ce genre de comportement n'a été, en cette affaire, que le fait des journalistes. Mais il n'en est rien. La presse a raconté comment interrogé par la police, le « mage » s'était lui-même « plongé dans un sommeil cataleptique », et comment la police, qui ne pratique, c'est bien connu, que la méthode douce, avait sû alors recourir à un deuxième « mage », un professeur de Yoga, pour tenter de sortir le premier de sa léthargie. Les deux éminents spécialistes s'étaient ensuite lancés dans une discussion technique sur les pouvoirs de la déesse Kali, dicussion que les policiers eurent quelque mal à suivre malgré tous leurs efforts.

..C'est sans doute ce que l'on appelle de la « police scientifique ».

Mais il est après tout normal que les services de M. Marcellin se passionnent pour ces méthodes nouvelles. On peut même se demander si ce ne sont pas eux qui sont à l'origine de la disparition de la statue de Kali.

Voilà en effet qui serait bien pratique pour surveiller les « gauchistes ». La bourgeoisie a reproché aux renseignements généraux d'avoir été complètement dépassés par les événements en mai 1968. Cela va désormais changer. A grands coups d'envoûtement, le grand prêtre de Kali, swami Marcellin, nous prépare déjà les futurs procès de sorcières.

Enfants handicapés... État déficient... à quel niveau y a-t-il défaut de conscience ?

QUATORZE enfants sont morts brûlés vifs. Ces enfants n'étaient pas comme les autres. Débiles profonds ,leurs parents les avaient placés, moyennant finances, dans un de ces établissements dits « spécialisés ».

Pendant quelques jours encore la presse va nous faire part des études en cours émanant des services officiels. Les rapports ne manqueront pas, seules les réalisations se font attendre. C'est un processus bien connu ! Une catastrophe arrive, « on » émeut l'opinion publique, « on » dit qu'il va falloir remédier d'urgence, « on » fait des projets... Des projets qui ne verront jamais le jour bien sûr car les finances manquent toujours pour ce genre d'investissement dont la rentabilité n'est pas celle souhaitée par ceux qui gèrent les deniers publics.

Il y a en France un million de sujets de tous âges atteints de déficience mentale de degré divers, dont sept cent mille âgés de 5 à 19 ans.

Parmi ces enfants cent vingt trois mille sont des débiles et arriérés profonds et il existe pour eux quatorze mille places dans des établissements reconnus « spécialisés », en comptant certainement les lits des sections spéciales de certains hôpitaux psychiatriques.

Les Affaires sociales, les grands services qui « s'occupent » de la Santé de la population ne s'émeuvent pas outre mesure lorsque des parents leurs adressent des demandes de placement pour des enfants qui ne peuvent vivre sans danger dans un milieu normal. Les dossiers s'entassent, puis finissent pas s'annuler tout seul. Les parents excédés sont renvoyés vers l'assistante sociale qui n'a évidemment pas se solution miracle à offrir.

Tous les services possibles seront sollicités et les enfants auront un dossier à la Sécurité sociale, un à l'Aide sociale, un à la caisse d'Allocations familiales, un dans diverses consultations de services hospitaliers, un au centre d'orientation professionnelle scolaire ou à la consultation psycho-médico-pédagogique, un dans chacun de ces dispensaires publics ou privés ayant des consultations spécialisées, et souvent aussi un à la brigade des mineurs et un au commissariat de police du quartier.

Des séries de questions auront été posées, des séries de tests auront été faits et chaque fois ce seront les mêmes réponses aux parents inquiets, à juste titre, sur le délai prévu pour l'admission. Admission qui dans quatre-vingt-dix pour cent des cas n'aura jamais lieu.

Mais il y aura les quêtes sur la voie publique, les appels à la radio, le « bal des petits lits blancs », l'opération « perce-neige », les dons généreux qui permettront la création de quelques lits pour quelques rares « privilégiés ». Les autres attendront la mort. De temps en temps, comme ce fût le cas la semaine dernière nos « grands ministres » parleront d'eux.

C'est ça le sort de ces enfants « grands infirmes » qui, débiles ou déficients profonds, ne pourront jamais vendre leur force de travail et n'intéressent donc guère l'Etat capitaliste !

CONTRE LES MANIGANCES DE LA S.E.I.T.A.
Grève des planteurs de tabac

CERTAINS produits agricoles en France, proviennent surtout des petites exploitations familiales. En effet, la culture, la récolte, la préparation de ces produits réclament une très importante quantité d'heures de travail, et de plus beaucoup de ces opérations sont difficilement mécanisables.

C'est le cas du tabac qui dans la région Midi-Pyrénées fournit le principal revenu de beaucoup de petites exploitations.

Les petits paysans sont face à un client tout puissant : la S.E.I.T.A.

Elle est omniprésente à tous les stades de la production :

— elle réglemente la qualité du tabac que doivent obligatoirement cultiver les agriculteurs ;

— les inspecteurs de la S.E.I.T.A. contrôlent la façon dont est cultivé le tabac (espace entre les pieds, ensoleillement...) ;

— mais surtout la S.E.I.T.A. fixe le prix auquel elle achètera le kilo de tabac.

Il y a une quinzaine d'années l'Etat a favorisé au maximum la culture du tabac et de cette manière donné espoir à beaucoup de petits paysans qui voyaient ainsi reculer l'heure où ils devraient vendre leurs fermes. Mais aujourd'hui la S.E.I.T.A. a de plus en plus tendance à utiliser des tabacs étrangers (surtout Sud-Américains). En effet, elle les paye nettement moins cher (3 francs le kilo tous frais compris) que les tabacs français, ce bas prix étant la conséquence des salaires de misère des ouvriers agricoles sud-américains.

En conséquence tous les moyens sont bons à la S.E.I.T.A. pour décourager les petits paysans de cultiver du tabac :

— cette année, par exemple, la S.E.I.T.A. a obligé les paysans à cultiver des plans réclamant beaucoup d'ensoleillement, et qui sont donc trop tardifs pour la région. Ils ne peuvent ainsi atteindre toute leur maturité. En conséquence, dans certaines exploitations, près de 50 % de la récolte est pourrie, donc invendable ; le département du Tarn-et-Garonne a été déclaré sinistré à 30 %.

Chaque année la S.E.I.T.A. change de catégorie à cultiver, mais chaque année le poids du tabac diminue. Ce qui veut dire que pour la même quantité de travail (puisque le nombre de feuilles — réglementé — est toujours le même) on a une production qui dans certains cas est réduite du tiers.

Mais où les manigances de la S.E.I.T.A. apparaissent clairement c'est au sujet de la fixation du prix du kilo. Ce prix est fixé trois semaines à un mois après les premières livraisons (qui commencent le premier décembre) donc chaque année une menace pèse sur les agriculteurs.

Actuellement, le prix est de 5,98 francs le kilo. Cette année, d'après les informations de la Commission paritaire de fixation des prix, la S.E.I.T.A. s'apprêterait à le fixer en baisse par rapport à la récolte 67, alors que cette même S.E.I.T.A. augmente d'un autre côté le prix des cigarettes de 10 %. C'est pour protester contre ces pratiques que les planteurs de tabac de la région Centre-Ouest ont décidé une grève des livraisons à partir du 1er décembre. Ils demandent la fixation du prix à 6,40 francs le kilo.

Ils sont bien décidés à aller jusqu'au bout de leur action.

LA "BATAILLE" DES PRIX

une tromperie pour lanterner les salariés

CE n'est pas l'histoire de Zorro, au dénouement connu d'avance et que l'on écoute toujours, mais c'est une médication bien connue que les gouvernements — qu'ils soient de la IVe ou de la Ve République — ressortent de façon classique en période d'augmentation trop voyante des prix, et qui a toujours aussi peu d'effets : ce ne sont pas les salaires qu'il faut augmenter, c'est les prix qu'il faut empêcher de monter !

Pour stabiliser les prix, il suffirait de freiner l'évolution des salaires et de surveiller les étiquettes.

Pour frainer les salaires, pas de problème, le patronat obtempère d'autant plus facilement que cela est chez lui une tendance naturelle, quelle que soit la situation monétaire.

Quant au blocage des prix c'est là que cela devient cocasse : en ce mois de novembre 1968, le gouvernement modernise ces moyens d'action. Pour « durcir » l'application des différentes formes de contrôle, la Direction des Finances va recruter des CONTRACTUELS pour surveiller les prix. Ces mal-aimés pourront distribuer des contraventions pour hausses illicites.

Il fait donner également son ministre de l'Intérieur, lequel a su se montrer à la hauteur, comme à l'habitude, dans un discours, clôturant le congrès annuel du corps préfectoral, en rappelant que « souvent dans le passé et même très récemment le concours du corps préfectoral s'est révélé déterminant pour maintenir les prix dans les limites souhaitables pour l'économie ».

Il va falloir contrôler, réprimer. Heureusement que les forces de répression de l'Etat ne sont pas seules, des militants syndicaux viennent à son aide : le secrétaire général adjoint de la Fédération C.F.D.T. des Finances, M. Letellier, s'exprime en ces termes :

« Notre syndicat estime que pour les prix taxés, il faut aussi une surveillance accrue, il faut que le délinquant fasse l'objet de sanctions aussi sévères que celles qui étaient appliquées dans les années 1945 où l'on n'avait pas peur d'ordonner la fermeture des établissements qui pratiquainet des hausses illicites. » M. Letellier peut parler : s'il y eut période où les prix montaient en flèche, alors que les salaires étaient bloqués, c'est bien dans les « années 1945 », comme il dit.

A cette époque, la C.G.T. (il n'y avait pas Force Ouvrière), la C.F.T.C., le Parti Communiste, le Parti Socialiste, c'est-à-dire les grandes organisations « ouvrières », prétendaient s'opposer aux augmetnations des prix en « luttant » pour la stabilisation des prix (et même en y ajoutant le blocage des salaires, le « produire d'abord, revendiquer ensuite »). Mais pas plus à cette époque qu'aujourd'hui, le gouvernement n'est capable d'imposer aux capitalistes le maintien des prix. Il n'a même pas voulu prendre les mesures nécessaires contre les capitalistes qui, en déplaçant leurs avoirs, ont mis le gouvernement devant une crise monétaire qui aurait pu entraîner sa perte. Ce n'est pas pour chercher à utiliser des moyens draconiens qui obligeraient les gros capitalistes à maintenir leurs prix.

D'ailleurs, M. Letellier lui-même, explique qu'il semble très difficile de surveiller pratiquement les prix et de nous donner des informations très précises en matière de « contrôle des prix ». En 1945, l'Etat disposait de 10.000 agents qualifiés pour cet usage-là. Or, aujourd'hui, l'Etat ne disposerait que de 1.622 employés de la Direction des prix dont 956 (niveau licence) assurant les tâches commerciales, 245 qui sont de véritables contrôleurs des prix et, dans les 421 restants, qui peuvent être utilisés à cette fin-là, il y a des dactylos et des huissiers !

Pourquoi les syndicats C.F.D.T. et Force Ouvrière nous amusent-ils donc avec la soi-disant lutte pour la stabilisation des prix ? En fait, ils sont complices du gouvernement et essaient de faire patienter les ouvriers en réclamant et en s'agitant sur une politique de duperie.

Les ouvriers ne sont pas contre le blocage des prix. Au contraire. C'est à cela qu'ils veulent aboutir. Mais ils savent — et les organisations soi-disant ouvrières le savent aussi bien — qu'un gouvernement qui dépend de l'Etat et de l'administration capitaliste ne va pas se faire harakiri. Qui va imposer à Citroën, Boussac, Lebaudy et Cie... le contrôle de leurs livres. Pas leurs valets qui dirigent le pays.

Le blocage des prix ne pourra devenir une réalité que quand à l'intérieur des usines les ouvriers pourront faire ouvrir aux capitalistes leurs livres de comptes pour constater comment ils calculent leurs prix, quelle est la part des salaires et celle des profits, pour révéler leurs spéculations et l'absurdité de leur économie marchande.

Le blocage des prix deviendra une réalité qu'au moment où les ouvriers arriveront à imposer leur contrôle sur la production et la répartition.

C'est une étape de la lutte ouvrière bien supérieure à celle que nous venons de connaître au mois ed Mai. Une étape, où les travailleurs en colère devront non seulement, comme en Mai, mettre le patron au pied du mur, en refusant de lui assurer le travail habituel, mais en se mobilisant en outre, à l'usine, en contestant au patron la direction de l'entreprise et son rôle dirigeant.

Seule la lutte pour le contrôle ouvrier, peut amener le blocage des prix.

Aussi, face à la vie chère organisée par le patronat, une première étape de la lutte des travailleurs pour empêcher que leur niveau de vie ne se dégrade impunément est la lutte pour le maintien des avantages acquis, la lutte pour l'Echelle Mobile des salaires — qui aurait pu être acquies dans le cadre des grèves de Mai-Juin — et est en tous cas le seul mot d'ordre valable pour défendre les intérêts des travailleurs contre les spéculateurs.

La seconde, devant être le contrôle des travailleurs sur les entreprises, le contrôle ouvrier de la production.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

DIMINUER la consommation intérieure pour favoriser les exportations, autrement dit, diminuer le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la population et aider les capitalistes à exploiter, voilà le principe de la politique annoncée par de Gaulle pour rétablir le franc chancellant. Le vote des mesures fiscales et budgétaires a fait passer ce principe dans les actes. On sait maintenant de quelle façon concrète l'Etat capitaliste voudrait rétablir la confiance en sa monnaie sur le dos des travailleurs.

Dès le fracassant refus de de Gaulle de dévaluer, et avant que les détails de la politique d'austérité aient été connus, le gouvernement avait cherché à parer au plus pressé. Il avait obtenu un prêt de 3 milliards de dollars des pays capitalistes les plus riches. Cette somme, ajoutée à ce qui restait de devises et d'or dans les caves de la Banque de France, était suffisante dans l'immédiat pour faire face à la demande de tout organisme ou particulier étranger détenteur de francs et désireux de les convertir en monnaie momentanément plus solide, et ceci à l'ancienne parité.

Puis, pour freiner sinon pour empêcher les fuites de capitaux susceptibles d'aggraver les dettes françaises à l'égard de l'étranger, le gouvernement instaura le contrôle des changes.

Une faible franchise mise à part, les seuls mouvements de fonds autorisés vers l'étranger sont ceux qui correspondent au réglement de marchandises importées. Les exportateurs de leur côté sont tenus de rapatrier dans un court délai les devises obtenues en contrepartie de leurs exportations. Ce contrôle empêchera-t-il la fuite spéculative des capitaux ? Cela reste encore à démontrer. En attendant, il limite les possibilités de déplacement à l'étranger, il interdit aux travailleurs immigrés de rentrer dans leur pays avec l'argent gagné en France.

Puis, il fallut réduire l'impasse budgétaire. L'impasse budgétaire est l'aveu que l'Etat dépense plus qu'il ne reçoit, donc qu'il fait marcher la planche à billets pour couvrir son déficit.

L'impasse fut réduite de près de 5 milliards, autant par réduction des dépenses que par augmentation des recettes. Pour diminuer ses dépenses, l'Etat a quelque peu rogné sur son budget d'armement, mais il a surtout amputé son budget civil. Il y aura moins de dépenses d'équipement, moins d'argent alloué aux hôpitaux, à la construction d'écoles ou d'autoroutes. Moins de subvention aussi aux services publics, donc hausse des tarifs de ceux-ci.

L'augmentation des recettes de l'Etat vient des mesures fiscales prises. La hausse du taux de la T.V.A. — impôt frappant le consommateur — procure à l'Etat 2 milliards de plus que ne lui fait perdre la suppression de l'impôt payé par les patrons sur les salaires.

Mais l'objectif des mesures fiscales n'était pas seulement de procurer à l'Etat des ressources supplémentaires ; l'ensemble des modifications de la fiscalité aura des effets semblables à une dévaluation.

Il est en effet nécessaire pour essayer de maintenir la parité du franc, de rétablir l'équilibre de la balance des paiements. Or, l'élément essentiel de la balance des paiements est la balance commerciale, c'est-à-dire l'équilibre des ventes et des achats de marchandises de la France à l'étranger. Cette balance est déficitaire : la France importe plus qu'elle n'exporte. Pour rétablir l'équilibre, il faut favoriser les exportations et limiter les importations en limitant la consommation intérieure. C'est précisément ce que vise le remplacement (et au-delà) de l'impôt sur les salaires, par l'augmentation de la T.V.A.

La T.V.A. ne s'applique pas sur les marchandises exportées. Donc, sans toucher à leur marge bénéficiaire, les exportateurs pourront, en théorie, baisser leurs prix de vente sur les marchés étrangers d'un taux équivalent à la part que représentait l'impôt sur les salaires dans leur prix de revient, c'est-à-dire de 2 % environ, en moyenne. Cette baisse est censée les rendre plus compétitifs sur les marchés étrangers.

Inversement, l'impôt sur les salaires ne frappait pas les produits importés, par contre, la T.V.A. les frappe. La hausse de la T.V.A. renchérit donc le prix des produits étrangers vendus en France, limitant, en principe, leurs achats.

Ces deux mesures parallèles ont donc pour ambition d'augmenter les exportations et de diminuer les importations. Le gouvernement espère par là rétablir la balance commerciale... si les capitalistes le veulent bien.

De toutes façons, cela représente une restriction de la consommation intérieure. Le consommateur payera en effet plus d'impôts indirects, son pouvoir d'achat baissera. Il payera nettement plus cher les produits étrangers, plus cher aussi les produits français.

Mais, de plus, soi-disant, pour que cette politique « marche », il ne faut pas, paraît-il, que l'augmentation des prix de production enlève au capitaliste exportateur le bénéfice de l'allègement fiscal... d'où la nécessité de bloquer les salaires.

Ajoutons encore, pour compléter le tableau, que pour diminuer la circulation monétaire, les différents crédits à la consommation sont comprimés.

Voilà donc le plan gouvernemental pour rétablir l'équilibre du franc. Dans l'immédiat, taxer la consommation intérieure, la limiter pour mieux vendre sur les marchés extérieurs. Ecrémer le niveau de vie de ces « consommateurs » — c'est-à-dire des ouvriers, des paysans, des petits commerçants — pour tenter de colmater la brèche ouverte dans la solidité de la monnaie par la spéculation des possédants. A plus long terme, la stagnation du marché intérieur impliquée par les mesures gouvernementales entrainera inévitablement la stagnation de la production dans son ensemble, donc le chômage. Les remèdes de la bourgeoisie aux maux de son économie coûtent autant aux travailleurs que ces maux eux-mêmes.

Les belles paroles

« ... Une population qui s'accroit. Une économie qui a, une fois pour toutes, dépassé le cap de la routine. Une technique qui va de l'avant. Des sources nouvelles de capacité, qui sont prêtes à jaillir des plus profondes couches populaires...

Ah ! je ne plains pas notre jeunesse qui voit s'offrir à elle toutes ces ressources de la vie, tous ces ressorts de l'activité.

. . . . . .

La route est dure, mais elle est belle.
Le but est difficile, mais il est grand.
Allons ! le départ est donné. »

De Gaulle, le 14 *juin* 1958

« ... Etant le peuple français, il nous faut accéder au rang de grand Etat industriel, ou nous résigner au déclin. Notre choix est fait, notre développement est en cours. Ce qu'il vise, c'est tout à la fois le progrès de la puissance française et celui de la condition humaine. Nos plans prévoient qu'il s'accomplira, pendant les prochaines années, au rythme de 5 à 6 % par an, élevant de 4 % annuellement le pouvoir d'achat moyen. Cela veut dire que dans 20 ans, la France, à moins de catastrophe, sera deux fois plus prospère qu'à présent. Cela veut dire aussi qu'un jeune couple à qui est né un bébé ce matin a toutes les chances que son petit garçon, quand il sera père à son tour, se trouve deux fois plus à l'aise que ne le sont aujourd'hui ses parents. »

De Gaulle, le 15 *juin* 1960

« ... Dans le courant de 1959 apparaîtra le franc nouveau valant 100 F aujourd'hui. Pour nos échanges avec l'étranger, nous avons pris la décision de les libérer à 90 %, ouvrant les vannes au courant et replaçant décidément la France, dans le domaine économique, à son rang international.

Cet ensemble, dont toutes les parties se tiennent et se complètent, cet ensemble est grave, mais essentiel. Sans l'effort de remise en ordre, avec les sacrifices qu'il risque et les espoirs qu'il comporte, nous resterions un pays à la traîne, oscillant perpétuellement entre le drame et la médiocrité. Au contraire, si nous réussissons la grande entreprise nationale du redressement financier et économique, quelle étape sur la route qui nous mène vers les sommets !

Peuple français, grand peuple, fierté, courage, espérance ! »

De Gaulle, le 29 *décembre* 1958

Un pari aléatoire sur la passivité des travailleurs

A la frontière belge, des C.R.S. et des gendarmes sont venus renforcer l'effectif des douaniers.

(Photo A.F.P.)

APRES la crise, le coup de théâtre arrive et maintenant la note : les mesures d'austérité et d'assainissement annoncées pour la « défense du franc » menacé.

Mais tous les commentateurs de tous bords ne cachent pas que ces mesures équivalent à une dévaluation cachée et à une déflation réelle, mais que c'est là un pari difficile mais « nécessaire » pour rétablir la « confiance », la confiance des capitalistes spéculateurs bien entendu.

Une partie essentielle pour l'avenir du régime se joue donc là. Car si en **écartant** la dévaluation de Gaulle a écarté une brutale perte de prestige et une crise de confiance décisive à terme, il sort fortement ébranlé de cette seconde crise en 6 mois.

Le choc psychologique du refus de la dévaluation a joué ; la décision solennellement annoncée de se battre pour maintenir la parité du franc a calmé momentanément la spéculation et l'affolement de la petite bourgeoisie, qui craignait d'être une fois de plus victime d'une manipulation monétaire. Mais la confiance n'est pas rétablie pour autant, loin de là.

Le premier moment de stupeur et de soulagement passé, alors qu'on n'a pas encore éteint les sentiments patriotards et anti-allemands ressortis pour l'occasion, la petite bourgeoisie qui avait jusque là appuyé le régime, se sent de nouveau vivre dans l'incertitude du lendemain, dans l'instabilité. L'idée d'une dévaluation à terme aliène le prestige du régime, ravalé au rang d'un quelconque gouvernement de la IVe République, prétentieux et vain.

Les crédits obtenus par le gouvernement des autres pays est court et mesuré. Si ces 3 milliards de dollars de crédits ramènent les réserves au niveau précédent, si les mesures prises de stricte interdiction de sortie des capitaux (c'est ainsi que l'on voit les C.R.S. polyvalents devenir douaniers) freinent, sans l'interdire vraiment la fuite des capitaux, il reste que les fonds placés à l'étranger ne reviennent que peu et très lentement à présent.

Ces mesures, ces crédits peuvent assurer un répit momentané. Mais le régime peut-il pour autant retrouver l'équilibre ?

Que tente-t-il ? Que vaut son nouveau plan ?

Dans son principe il est simple. Pour l'Etat, il faut réduire brutalement le déficit pour rendre confiance en la monnaie. Le « découvert » est ramené de 11,7 milliards à 6,4 milliards.

Ces 5 milliards d'économies sont obtenus de deux manières. Premièrement par des économies budgétaires en particulier sur les investissements civils : routes, écoles, entreprises publiques (environ 3,2 milliards). Pour le reste il s'agit d'impôts nouveaux obtenus par l'augmentation des taxes à la consommation (T.V.A.) : tout va augmenter, du pain au lait, en passant par les voitures, et accessoirement l'augmentation de certains tarifs S.N.C.F. et E.D.F.

Mais **l'essentiel,** c'est le royal cadeau fait aux entreprises. Si les 10 milliards d'impôts nouveaux rapportés par l'augmentation de la T.V.A. ne rapportent que 2 milliards à l'Etat, c'est qu'il en laisse 8 milliards aux entreprises sous la forme de la suppression de l'impôt sur les salaires.

Bien sûr, les entreprises sont censées renoncer à une partie de ce cadeau pour éviter la brutale montée des prix dûe au nouveau taux de la T.V.A., et elles doivent se servir de la diminution de leur prix de revient pour exporter plus.

En fait, rien n'empêchera les industriels de garder pour eux l'essentiel des 8 milliards offerts. Et ce ne sont pas les « contrats-programmes » volontaires de stabilisation des prix ni les contrôles (?) de l'Etat qui changeront cela.

Bilan de ce plan magnifique : un transfert de 8 milliards du consommateur aux capitalistes et de 2 milliards du cosommateur à l'Etat ; de surcroit, le freinage des commandes d'Etat sur les investissements, constructions, etc., fera augmenter le chômage. Le régime, pour rassurer sa base électorale et ses mandants de la grande bourgeoisie force la note. Sans oublier les menaces de coups de bâton pour les étudiants, paysans ou ouvriers mécontents de la « pause » des salaires qu'on leur inflige.

Que peut-il résulter de ce plan, les prix continuant d'augmenter (1,1 % au mois d'octobre selon les statistiques de l'I.N.S.E.E., soit un rythme de 13 % l'an) ? La dévaluation est probablement au bout. Mais ce n'est qu'un aspect mineur du pari.

La classe ouvrière va-t-elle se laisser tondre par une politique à la Wilson sans réagir ?

Jusqu'à quel point les bureaucraties syndicales ébranlées par la crise de mai seront-elles, comme en Angleterre, capables de s'en tenir aux protestations platoniques et aux mouvements bidon ?

Le potentiel de lutte de la classe ouvrière est sorti renforcé des luttes de mai, alors que le régime en est sorti atteint.

Le pari est donc vraiment aléatoire.

Seul le manque de solution politique de rechange protège le système. Seul le manque de confiance dans la combativité réelle des organisations traditionnelles retient la classe ouvrière.

Dans la conjoncture présente et plus encore dans les mois à venir, quand, sous la pression des sacrifices, le mécontentement va augmenter, le rôle des révolutionnaires peut être de plus en plus important. Autour d'eux peuvent se cristalliser le mécontentement et la volonté de lutte dans les Facultés et les usines. L'unité sera alors une nécessité dans l'action. Pour démontrer au régime qu'à force de faire des paris sur la passivité ouvrière, on finit par les perdre.

UN MARK PAS FRANC

UNE secrète, mais évidente, satisfaction perçait dans le titre de « Paris-Presse » qui annonçait samedi dernier : « L'étage allemand fait rater la fusée Europa » en première page. C'est que cet échec vengeait un peu l'honneur français, après les affronts qu'il avait dû subir ces dernières semaines.

C'est que les malheurs du franc ont ranimé un antigermanisme quelque peu assoupi. Si encore le gouvernement de Bonn avait accepté de réévaluer bien gentiment son mark ! Mais non. Et des sondages d'opinion révèlaient qu'une proportion notable de Français pensaient que l'Allemagne s'était « mal conduite » à l'occasion de cette crise.

C'est que M. Dupont-français-moyen ne comprenait plus. Comment, « on » les avait battu deux fois, et c'est à ces gens là « qu'on » était maintenant obligé de demander un service, c'est eux qui étaient malgré tout les plus riches ! Cela évidemment était absolument inexplicable par la logique patriotique.

Le plus drôle, c'est que la « force » du deutschemark qui irrite tant nos petits-bourgeois réside bien plus dans la confiance qu'eux-mêmes lui accordent, que dans la supériorité de l'économie allemande.

Le deutschemark est, ni plus ni moins que le franc, une pure fiction. Et il est à ce titre susceptible de connaitre exactement les mêmes avatars.

Dans le domaine monétaire, comme dans celui de la religion, « il n'y a que la foi qui sauve ». Toute cette crise a été déclenchée précisément parceque les possédants français ont perdu « la foi » dans leur propre monnaie, alors qu'ils « croyaient » toujours en quelques autres monnaies, dont le mark. Et c'est parce qu'ils y croyaient, et seulement parce qu'ils y croyaient qu'ils les qualifiaient de fortes.

Mais le deutschemark est tout aussi fragile que le franc. Et la preuve en réside dans les mesures prises par Bonn pour venir en aide à la monnaie française, en freinant ses propres exportations et en favorisant ses propres importations. Il ne s'agit naturellement par là de gentillesse désintéressée. Mais les dirigeants allemands savent très bien que malgré sa « solidité », leur monnaie ne résisterait pas à la crise monétaire internationale que ne manquerait pas de déclencher une aggravation de la maladie du franc.

Dans le fond, tous ceux qui ont fait passer quelques capitaux à l'étranger, et qui déplorent à présent la « force » du mark, par rapport à la faiblesse de leur franc national, feraient bien d'aller à confesse. Ils ont pêché par manque de foi. Et dans toutes les religions, et celle du veau-d'or comme les autres, c'est bien là le pire des péchés, celui qui flanque en l'air en un instant l'édifice théologique le mieux établi.

MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (1)

DU 7 AU 11 MAI (II)

LES événements de mai et juin sont encore présents dans toutes les mémoires. Mais qui se souvient de toutes les péripéties ? Qui se souvient de toutes les déclarations des hommes politiques, qu'ils soient de droite ou prétendument de gauche ? Qui se souvient de leurs contradictions dans l'appréciation au jour le jour des événements ? Avec le recul cet ensemble de jugements, de commentaires ou de mots d'ordre ne manque pas de sel et encore moins de sens.

C'est dans cet esprit que nous avons entrepris la publication de cette petite chronique de mai et juin qui se poursuivra sur environ quinze numéros (Voir L. O. n° 19).

Mardi 7 mai

SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., parlant de la solidarité entre travailleurs et étudiants, déclare : « *C'est une tradition qui nous incite justement à n'avoir aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière l'accusant d'être embourgeoisée, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et de diriger son combat.* »

Tous les documents de cette période prouvent que c'est Séguy et non la classe ouvrière qui subit l'accusation d'être embourgeoisé.

Quant à « l'outrancière prétention », il semble que cela vise un texte gauchiste qui ironisa sur le fait que la théorie « révolutionnaire » de Séguy se résumait dans le slogan « Des sous Charlot », clamé depuis dix ans.

De son côté, le bureau confédéral de F.O. «*déclare réprouver les excès de meneurs irresponsables et les violences qui en résultent.* »

C'est à peu près ce qu'il disait déjà à propos des grèves de la C.G.T. en 1949-50.

De Gaulle pour sa part affirme :

« *Il n'est pas possible de tolérer la violence dans la rue.* »

L'U.N.E.F. est donc la seule organisation syndicale dans la lutte, mais seule avec 50.000 jeunes qui, partant de Denfert-Rochereau, vont défiler pendant cinq heures jusqu'aux Champs-Elysées derrière une banderole « Vive la Commune ». Précisément, depuis la Commune de Paris, jamais une manifestation d'extrême gauche n'avait été, drapeaux rouges et noirs en tête, jusqu'à l'Arc de Triomphe. Passant devant le Parlement, les manifestants l'ont ignoré totalement. Indice qui désole tous les « électoralistes » de France.

La Préfecture de Police et *L'Humanité* chiffrent à 15.000 le nombre des manifestants.

Après le retour au Quartier Latin, profitant d'un nombre plus faible de jeunes, la police charge en diverses rues : « *Boulevard Raspail, quelques groupes dressent deux barricades ; le gros des manifestants ne prenant aucune part à l'affaire* » (L'Humanité 8 mai).

Mercredi 8 mai

Il fallait qu'il y ait eu, la veille, plus de 15.000 manifestants dans la rue pour que C.F.D.T. et C.G.T. se décident à se solidariser avec les étudiants.

Bien entendu « *Les cadres C.G.T. de chez Bull ont envoyé un télégramme de solidarité à l'U.N.E.F. et au S.N.E. Sup. dans lequel ils réprouvent la répression policière encouragée par les actions de certains éléments irresponsables* ». Tandis que « *La section communiste de Renault fait signer une pétition demandant la réouverture des Facultés et la libération des emprisonnés* » (L'Humanité 9 mai.

A L'Assemblée Nationale, M. Peyrefitte déclare : « *Si l'ordre est rétabli tout est possible. S'il ne l'est pas, rien n'est possible.* »

Il semble que l'U.N.E.F. et le S.N.E. Sup. aient fait quelque crédit aux propos de ce monsieur car, après un meeting à la Halle aux Vins et un défilé de 20.000 personnes, boulevard Saint-Germain, Odéon, Luxembourg, l'ordre de dislocation est donné.

Mais la Sorbonne est toujours occupée et les camarades restent emprisonnés.

Dans un tract intitulé « *Et maintenant* » la *J.C.R.* dénonce la tentative d'intégration « *des luttes en cours par les directions bureaucratisées des syndicats, offrant comme seule perspective l'union de « la gauche vers une démocratie véritable.* »

Effectivement, nombre de militants des premiers jours ont remarqué au cours du récent défilé, que se glissaient en tête du cortège nombre de bureaucrates qui n'avaient jamais cessé de dénigré les manifestations étudiantes.

Jeudi 9 mai

Plusieurs milliers de jeunes assis sur la chaussée du boulevard Saint-Michel tiennent un meeting à deux pas des policiers qui gardent la Sorbonne.

— Faut-il attendre un hypothétique appui des centrales syndicales ?

— Faut-il durcir le mouvement au Quartier Latin ? Faut-il aller en banlieue ouvrière ? Divergences entre J.C.R., pro-Chinois et FER.

Certes, il y a un début d'éveil dans les grandes centrales. *L'Humanité* du 10-6 écrira :

« *La C.G.T., la C.F.D.T. et l'U.N.E.F, étudient les conditions d'une action commune. Ce n'est pas en faisant charger des policiers déchainés sur des manifestants, en blessant par centaines des étudiants que l'on freinera le légitime mouvement des étudiants.* »

...« *Louis Aragon a été invité à prendre la parole devant les étudiants réunis.* »

En fait, il a été accueilli par des huées et il ne pourra avoir le micro que sur la demande de Cohn-Bendit : « Même les traitres doivent pouvoir s'exprimer. »

Donc, en cette fin de journée les étudiants deviennent méfiants. *L'Humanité* soudain pleine de sollicitude pour l'U.N.E.F. et « le mouvement de protestation » note le 10 : « *Les groupes se réclamant du trotskysme et de l'anarchisme se livrent à des manœuvres de division du mouvement et reprochent à l'U.N.E.F. d'avoir fait une manifestation trop raisonnable la veille.* »

Mais dans ce calme soir du 9, les étudiants analysent la situation.

Un meeting J.C.R. rassemble plusieurs milliers de jeunes à la Mutualité. A l'extérieur un très puissant service d'ordre comprend des jeunes de diverses tendances. A l'intérieur, après exposé des leaders J.C.R. et de délégués de divers pays (la police a bloqué à Orly, les délégués des étudiants allemands), toutes les tendances s'expriment dans le sens d'un raidissement de la lutte et de la méfiance à l'égard des tentatives de récupération par les vieilles boutiques politiques et syndicales.

Vendredi 10 mai

« La barricade ferme la rue mais ouvre la voie » rue Censier

Manifestation à Denfert-Rochereau à 18 h 30. Cinq mille jeunes des Comités d'Action Lycéens (C.A.L.) se joignent au mouvement. Débat sur la direction de la manifestation. La police interdit l'accès de certaines rues. La manifestation se dirige vers le Luxembourg. Les cris sont « *Libérez nos camarades* ». « *Nous sommes un groupuscule* ». « *Libérez la Sorbonne* ».

A 21 heures, au Luxembourg, la foule est face à la police. Geismar, Sauvageot, Cohn Bendit tentent de négocier les trois points. Le recteur n'a pas de pouvoirs. Le ministre fait traîner les choses en longueur car il utilise le temps pour rallier le maximum de forces de répression.

Dans *L'Humanité-Dimanche* du 12 (C'est-à-dire, lorsque la mobilisation des jeunes et l'émotion populaire sont à leur comble), Martine Monod écrira :

« *Après différentes tractations, aucun accord n'intervient. Mais les forces de police se sont servies de ce temps pour recevoir des renforts et finalement cerner complètement le périmètre où se trouvent. concentrés les étudiants. Ceux-ci sentent le danger. Finalement, c'est une soixantaine de barricades qui formeront leur dispositif.* »

Avouons que Martine Monod comprend, si elle n'approuve, l'action des « gauchistes ». Mais revenons à *L'Humanité* du 11 qui, imprimé dans la nuit, ne pouvait bien sûr imaginer l'ampleur du combat qui allait se dérouler et qui, en conséquence, continuait sur « sa lancée ».

« *Les deux caractéristiques de la manifestation d'hier ont été la participation importante des lycéens et la désapprobation par un grand nombre d'étudiants, du comportement, au terme du défilé, de quelques groupes trotskystes et anarchistes qui persistent à faire de la violence un but.*

« *Alors que plusieurs milliers d'étudiants étaient encore bloqués dans le boulevard Saint-Michel, certains se mettaient à arracher des panneaux, à dégager des pavés pour « la riposte ». De très nombreux étudiants parvenant ensuite à leur hauteur et découvrant ce spectacle, devaient le désavouer.* »

Dans le numéro spécial de *L'Humanité* qui paraît à midi et qui relate les mêmes épisodes, la dernière phrase a disparu. Par contre, il y a maintenant une déclaration de Séguy.

« *Le gouvernement vient de publier un communiqué qui tend à faire porter aux étudiants la responsabilité des violences de cette nuit. La C.G.T. proteste avec véhémence et indignation contre l'attitude du gouvernement. S'il veut réellement éviter que la situation s'aggrave, il doit retirer immédiatement ses forces de police du Quartier Latin.* »

Quant au B.P. du P.C.F., il affirme :

« *Le pouvoir gaulliste a, cette nuit, lancé avec une violence inouie ses forces de répression policière contre les étudiants et les professeurs parisiens. Le bilan est déjà lourd.* »

Notons que le gouvernement a pris soin, dans son communiqué, de distinguer entre « *la masse des étudiants* » et « *les émeutiers* ». Il peut dire sans mentir qu'il a puisé sa documentation dans l'*Humanité*, et ajouter au besoin qu'à 2 heures du matin, il ne restait plus derrière les barricades que des « *trotskystes et anarchistes qui font de la violence un but* ».

Quoi qu'il en soit, toute la France de droite ou de gauche, aura, sur l'affaire des barricades, une information à peu près identique, qu'elle provienne du *Figaro* ou de l'*Humanité*. Elle s'en souviendra lors des élections. Mais, à Paris, les événements de la nuit déclenchent une immense émotion. A partir de ce jour, l'expression « *CRS=SS* » sera sur toutes les bouches. Les policiers ont littéralement fait la guerre à toute la population d'un secteur, grenadant les fenêtres, brisant les portes, assommant tout ce qui bougeait ; manifestants ou infirmiers, jeunes ou vieux.

Enquête d'Evelyne Sullerot parue dans *Le Nouvel Observateur* du 20-5, parmi les habitants des immeubles situés dans les rues ou se trouvaient les barricades. Ces témoignages ont tous été signés.

« *Certaines barricades ont, sous leurs yeux, pris feu lorsqu'elles furent atteintes par des projectiles lancés par la police : 132 témoignages en ce sens, tous émanant de personnes habitant au-dessus des six ou huit premières barricades attaquées par la police.*

« *Ceux qui cherchaient à se porter au secours de personnes isolées, non armées, molestées par la police, ou de blessés, se sont vu menacer ou poursuivre, voire attaquer à la grenade : 148 témoignages de riverains, assortis de détails précis.*

« *De nombreux domiciles privés ont été violés par la police sans mandat de perquisition : 113 témoignages.*

« *Certains appartements particuliers ont été endommagés de fait de la police : jet de grenades dans les fenêtres, etc. : 127 témoignages.*

« *Ayant recueilli chez eux de nombreux jeunes gens grièvements blessés ou asphyxiés, et hors de combat, ils contestent les chiffres de blessés étudiants donnés par le préfet de police : 142 témoignages. Le préfet de police annonçait 126 blessés étudiants : nous en avions dans nos appartements, dans l'état actuel de mon dénombrement, plus de 500. Il a fallu souvent les garder jusqu'à 8 ou 9 heures du matin car un blessé pansé qui sortait d'un immeuble était immédiatement de nouveau assailli par la police.* »

Mais, ce qui est plus important que l'émotion devant la brutalité policière, c'est l'admiration des jeunes ouvriers devant la combativité des étudiants. Dans toute la banlieue dans tout le pays, les jeunes travailleurs disent : « *Les étudiants ne se sont pas applatis, ils ont eu raison.* » Et, certes, ces jeunes ouvriers ne comprendront pas du tout les slogans de ceux qui parleront plus tard des « *bras fragiles des étudiants* ».

Les ouvriers venus le lendemain pour le nettoyage avec divers engins, ne cachaient pas leur admiration. Il leur fallut deux jours pour charger les pavés dans des camions.

Lorsqu'ils repavaient au milieu de milliers de curieux, ils entendaient : « Ne les posez pas trop serrés » et ils acquiesçaient avec le sourire. Reprenons le reportage de Martine Monod publié dans l'*Humanité-Dimanche* du 12. Nous y verrons, bien que discrète, une allusion sur les responsables des incendies de voitures.

« *Tous les types de grenades composant l'arsenal des forces de police sont actionnés par un bouchon allumeur dont la flamme peut être incendiaire.* »

Ce qui n'empêchera pas R. Andrieu de mettre, après les élections, les incendies de voitures au compte exclusif des manifestants.

Mais, en ce qui concerne le résultat de cette nuit ? On lira beaucoup plus tard qu'il a consacré le succès électoral gaulliste. Or, *l'Humanité-Dimanche* du 12 chantait une autre chanson.

Martine Monod écrit :

« *Le pouvoir a voulu terroriser. Il suffit de lire les pages voisines de ce journal pour voir qu'il n'a pas réussi.* »

En effet, sans combattivité, sans barricades (Songeons qu'à deux heures du matin, à la surprise du ministre et de ses valets, les jeunes étaient par milliers à leur poste de combat.) la manifestation eut été balayée en moins d'une heure. Il y aurait eu beaucoup de morts comme à Charonne. L'expérience a prouvé aux jeunes que la foule qui fuit éprouve toujours plus de pertes que celle qui fait front. Et le policier se sent une âme de héros devant un dos tourné.

Martine Monod a raison. Les syndicats CGT, CFDT, FEN, FO appellent à une grève générale de 24 heures. JAMAIS jusqu'à ce matin du 11 mai, ils n'avaient pu ou voulu se réunir pour une telle action. Jamais le « préavis de grève » n'avait été traité avec un tel dédain.

Pompidou s'empresse de déclarer :

« *La Sorbonne sera librement réouverte à partir de lundi.* » tout en continuant les ridicules calomnies classiques dont il n'a pas, hélas le monopole :

« *Je demande aux responsables des organisations représentatives de l'Université de rejeter les provocations de quelques agitateurs professionnels.* »

Les étudiants de Science-Po refusent de passer leur examen. Quatre à cinq cents d'entre eux se rendent à l'hôpital de la Salpétrière afin de donner leur sang aux blessés des barricades.

L'annexe de Censier est occupée. Des milliers de gens apportent des médicaments. Des commerçants apportent des vivres et des cageots de fruits. Le préfet de police cherchant à atténuer l'émotion populaire soutient qu'il y a : 108 blessés parmi les étudiants, 251 policiers et 14 non-étudiants. Il ne compte pas, bien entendu les centaines de blessés qui se cachent chez des particuliers. Trop de gens ignorent encore que, dans les républiques 3, 4 et 5, se déclarer blessé dans une manifestation, c'est risquer d'être inculpé. Ainsi, on inquiétera en juillet un travailleur qui fut aveuglé en mai par une grenade.

Une commission de médecins accuse la police d'avoir utilisé les mêmes gaz toxiques que les américains au Vietnam. Rue Gay-Lussac, un centre d'information donne tous les détails sur la nature de ces gaz. Des milliers de tracts informent la population.

On apprend que de Gaulle qui a passé une nuit blanche, vient de convoquer à 6 h 30 du matin un conseil interministériel.

Dimanche 12 mai

Glissant dans leur poche, avec le mouchoir par dessus, tous les baratins sur l'indépendance de la magistrature, les juges se remettent, courageusement au travail un dimanche... et mettent en liberté provisoire les emprisonnés de mardi.

Si le mouvement étudiant n'avait simplement abouti qu'à montrer les pirouettes de cette honorable et « libre » institution, ce serait déjà énorme.

RENAULT (BILLANCOURT), L'USINE PILOTE, REDEMARRERA-T-ELLE LA LUTTE ?

DEPUIS plus d'une semaine, les ouvriers de la R.N.U.R. discutent, se réunissent, on peut dire qu'à l'usine, il y a de l'ambiance.

En effet, les travailleurs ressentent tous l'accélération des cadences de production. Pour rattraper « son » retard de mai-juin, la direction qui n'a pas pu nous faire récupérer, cherche par tous les moyens à sortir des véhicules.

Les délais de livraison sont maintenant de plusieurs mois pour les nouveaux modèles. L'ambiance a commencé avec les bruits de dévaluation du franc. La C.G.T. et la C.F.D.T. organisaient dans quelques ateliers des débrayages limités sur des revendications particulières. C'est ce moment que choisit le P.D.G. de la Régie : Pierre Dreyfus, pour envoyer à l'ensemble du personnel, une lettre où il précise entre autre : « Dans ces conditions, tout homme de bon sens, s'il réfléchit un instant, voit bien qu'il est déraisonnable de croire qu'il puisse y avoir pour 1968 des bénéfices à distribuer sous forme de gratification exceptionnelle ».

On le voit, dans cette lettre Dreyfus pleure misère bien que 1968, malgré la grève de mai-juin, soit une année record de production.

Cette lettre a fait rire. Chacun plaisantait sur la façon de dépanner Dreyfus.

La semaine dernière les syndicats étaient en réunion permanente pour « décider » de l'action à mener. La C.G.T. elle, préconisait un débrayage de trois heures, la C.F.D.T. une grève d'une journée, avec comme revendication, un supplément de prime et quelques avantages à inclure dans les prochains accords d'entreprise.

Impulsés par les ouvriers du rang, et « gauchistes » dans de multiples secteurs (dépt 70 mécanique générale, dépt 36, machine-outil, 59 outils coupants, 77, etc.) se sont tenues des assemblées, soit le midi, soit pendant les heures de travail, où face aux militants C.G.T. de l'appareil, les « gauchistes » et les travailleurs ont opté en majorité pour une grève d'une journée. Vendredi 29 novembre, les syndicats n'avaient toujours rien décidé.

Il est certain que dans cette effervescence les ouvriers se rendent compte que la C.G.T. ne veut rien faire et attendent quelque chose de la C.F.D.T. et des « gauchistes » à l'usine.

Renault a envie de bouger, mais les ouvriers hésitent à confier la direction de leur lutte à ceux qui les ont « roulés » en juin.

De Gaulle a pris la décision de prendre dans la poche des ouvriers. L'usine pilote de Billancourt n'a pas l'intention de se laisser faire, les jours qui viennent nous diront si les travailleurs pourront engager le combat avec succès.

(Photo U.P.I.)

En mai, meeting dans l'île Seguin à Billancourt.

• Thomson (Laval) La Récupération

L'usine Thomson de Laval est une entreprise de production, dont la majeure partie des 400 salariés est composée d'O.S. C'est une des premières Thomson a avoir repris le travail après 3 semaines de grève, alors que beaucoup d'autres continuaient 2 semaines de plus. C'est la seule à notre connaissance où la direction locale a réussi à faire récupérer une partie des heures de grève comme le prévoyaient les accords de Grenelle.

Au procès verbal de la reprise du travail, la direction générale du trust Thomson a convenu, avec les syndicats, que le problème des 50 % d'heures payées à récupérer, négocié à Grenelle, se réglerait au sein de chaque Comité d'Entreprise. Comme les syndicats y sont majoritaires, la D.G. acceptait en fait de ne pas faire récupérer.

Malheureusement tous les travailleurs de Thomson ne connaissaient pas ce procès verbal, ni ce qui se passe dans les autres usines du trust, car les syndicats ne nous donnent guère d'informations. Si bien qu'à Laval, le secrétaire du Comité d'Entreprise (responsable C.G.T.) en toute tranquillité a pu faire afficher une note pour expliquer pourquoi il fallait venir récupérer. Il estimait qu'il était malhonnête de recevoir une avance de 50 % de la direction, et de refuser ensuite de la rembourser. Le personnel était quand même au courant qu'il n'était pas tenu de le faire, que c'était facultatif. bref une question de conscience.

Durant deux samedi une partie des travailleurs a effectué 4 heures gratuitement. Passé ce temps la direction leur « permettait » de rester au travail, mais les payait en heures supplémentaires. Ainsi la direction de Laval a réussi à faire récupérer en douceur. Hypocritement, sans menaces précises elle a forcé la main à une grande partie du personnel qui n'ignorait pas qu'on lui reprocherait son absentéisme à l'occasion de promotions ou d'augmentations individuelles. Il n'y a que dans les ateliers, pratiquement, qu'un nombre important d'ouvriers et d'ouvrières ont refusé de venir, montrant ainsi qu'ils n'étaient pas dupes.

Il restait encore deux samedi à récupérer, le dernier en décembre, mais les délégués sont revenus sur leur position. D'après eux ils venaient seulement d'apprendre qu'ailleurs personne ne les imitait. (De toute manière, vrai ou faux, ce n'est pas le rôle d'un syndicat d'accepter et de justifier une récupération). A la suite de ce revirement, la direction n'a pas insisté.

Il n'est pas étonnant que les travailleurs de Laval n'aient pas compris l'attitude de la C.G.T. (seul syndicat de l'usine). Ils n'ont pas compris comment certains cégétistes connus comme « bagarreurs » en étaient arrivés à donner un coup de main à la direction. En fait les délégués en participant au Comité d'Entreprise, organe de collaboration de classe, en sont venus à se placer au point de vue du patron. Ils avaient en plus les consignes de Seguy d'agir en « responsables » vis-à-vis des patrons. Les syndicalistes de Laval ont peut-être gagnés un peu la confiance du patron, mais par contre ils ont perdu, pour un bon bout de temps, celle d'une grande partie des ouvriers.

• A Air France une voie de garage : les avancements !

AIR France c'est un peu l'administration. On y fait « carrière » même lorsqu'un travailleur conserve durant 40 ans le même emploi. Pour une qualification donnée, il y a une hiérarchie de 3 ou 4 paliers. Il en est de même pour tous les emplois. De cette façon, un jeune ouvrier qui commence au niveau de P 1 pourra terminer sa « carrière » au niveau du P 3 après avoir franchi les multiples paliers qui correspondent à ce que l'on appelle des avancements.

Ces avancements sont prononcés par le chef de service, « au mérite ». Le facteur ancienneté n'intervenant que parmi les derniers critères du choix.

Ainsi l'avancement n'est pas systématique. Chaque année durant les mois de novembre et décembre se réunissent des commissions d'avancement composées du Chef de service et des délégués du personnel. Ces derniers ont à se prononcer sur les propositions du commandement et le procès-verbal commun dit qui avancera ou n'avancera pas.

Le système est entré depuis longtemps dans les mœurs des travailleurs qui viennent solliciter le délégué pour que celui-ci défende son cas devant la Commission. Il faut dire qu'un avancement donne une augmentation du salaire de 50 F à 150 F suivant le niveau hiérarchique.

Ainsi on « se bat » pour les avancements et rien d'étonnant à cela : depuis longtemps en dehors des augmentations accordées suivant le plan gouvernemental et la commission Toutée, les travailleurs devant la carence des Centrales syndicales, pour organiser la lutte pour des salaires meilleurs, se retournent vers le système des avancements. Les syndicats en font également leur cheval de bataille et c'est la seule activité de beaucoup de délégués.

Au cours de cette manifestation menée par l'appareil du P.C.F. et les délégués C.G.T., des travailleurs des autres secteurs se joignirent au cortège.

Devant les bureaux de la direction ce furent près de 600 travailleurs (400 de D.M.L.A.) qui manifestèrent.

Mais, bien sûr, la direction n'a rien donné. Les avancements seront ce qu'ils étaient les années passées.

L' « Humanité », à propos de cette grève parlait d'échelle mobile des salaires et de droit syndical, mais si effectivement on a pu voir des pancartes avec ces inscriptions portées par des militants de l'appareil, les travailleurs n'avaient qu'un but : augmenter le nombre d'avancements. Ce mouvement sur cette revendication ne pouvait les mener que sur une voie de garage. Mais leur lutte aura eu au moins un sens : l'ABOLITION DU PREAVIS DE GREVE.

A Paris, la C.F.D.T. participe

Il y a dix jours, le patron de la Représentation Générale Paris convoquait les délégués pour leur proposer une nouvelle procédure en matière d'avancements.

Effectivement il y avait du nouveau : les délégués étaient appelés à soumettre leurs propositions au patron avant que celui-ci ait encore fait les siennes.

Le système ne faisait qu'empirer dans la voie de la collaboration. C'est d'ailleurs ce que demandait le patron : « une meilleure collaboration entre vous et nous ».

La C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. après une suspension de séance firent une déclaration commune pour repousser la nouvelle procédure.

Le patron mécontent insista, tentant de trouver une faille dans la position intersyndicale.

Il faut croire qu'il fut persuasif puisque la C.F.D.T. par la bouche de son secrétaire reprit son engagement et se mit d'accord avec le patron.

La C.G.T. et F.O. seules protestèrent, mais le patron avait gagné.

Un arrêt de travail sans préavis à Orly

Cette année à Orly Nord (ateliers et entretien avions) les syndicats ont fait des pétitions qui furent remises par les délégations aux chefs de divisions.

A D.M.L.A. (composé en majorité d'O.S.) le chef de division s'était éclipsé avant que la délégation ne lui remette la pétition. Aussi les travailleurs décidèrent d'aller la porter au directeur du matériel. Ainsi commencèrent une grève et une manifestation qui durèrent 2 h. Depuis la grève de mai-juin, c'était la deuxième fois que les ouvriers passaient par dessus le préavis de grève de cinq jours.

• *Aux papeteries Navarre (Roanne)* Grève

Roanne vient de connaître une nouvelle action gréviste dans une entreprise importante de la région. C'est la première grève notable depuis la grève générale du printemps.

Les papeteries Navarre possèdent plusieurs usines, dont celle de Roanne, qui emploie 1.200 ouvriers. Cette usine utilisait jusqu'à présent 4 machines à fabriquer le papier, dont l'une (la machine 2) a été rendue beaucoup plus rapide que les autres par suite de quelques modifications.

Aussi, pour qu'elle soit plus rentable, la direction a décidé de la faire tourner en continu et de laisser en attente les machines 1 et 4. D'ailleurs, depuis peu, ces deux machines étaient arrêtées, faute de travail, paraît-il. La direction prétend que c'est le seul remède au chômage et que, si les travailleurs refusent, elle sera obligée de licencier. De plus, des pressions sont exercées sur les nouveaux embauchés pour les convaincre d'accepter de travailler en continu en fonction de cette machine 4. Ce n'est qu'une petite partie du personnel qui est concernée pour le moment mais, s'ils acceptent, d'autres ne tarderont sans doute pas à être touchés. Et cela ne tente personne car, outre les inconvénients du travail en continu, les salaires se trouveront diminués à cause de la réduction d'horaire correspondante.

Aussi la riposte ne s'est pas faite attendre. La direction ayant fait part de sa décision dans la semaine du 4 au 10 novembre, le dimanche suivant (10 novembre), une assemblée des travailleurs est organisée à la Bourse du travail par la C.G.T. (seul syndicat existant à l'usine) et là, une centaine d'entre eux se retrouvent et décident la grève à l'unanimité pour le jeudi 14 novembre : 24 h de grève pour la papeterie et 4 h de grève de solidarité au façonnage et au triage. Comme on craint que le patron décide de lock-outer vendredi et samedi, certains pensent que, dans ce cas, il faudra refuser de reprendre lundi. Le secrétaire syndical n'est pas d'accord car, dit-il, il ne faut pas « s'essoufler ». Mieux vaut reprendre lundi pour être prêts à refaire grève plus tard...

La grève de jeudi est un succès : elle est suivie à plus de 95 %. Au meeting de jeudi, l'ambiance est bonne et les 150 présents discutent longtemps. Mais le secrétaire de l'Union locale conclut sur la nécessité d'élaborer des revendications concernant le travail en continu, afin de ne pas être pris au dépourvu, car il ne pourra sans doute pas être évité (sic).

Finalement, la direction n'a pas lock-outé et a remis en route les deux machines arrêtées. Une réunion entre le directeur et le C.E. doit avoir lieu et la direction se tait. Les travailleurs ont obtenu une première victoire et ils attendent la réaction de la direction pour décider de la poursuite éventuelle de l'action.

• A LA CAFL (SAINT-CHAMOND)

LES OUVRIERS N'ACCEPTENT PAS LES SANCTIONS

APRES les menaces contenues dans le dernier discours de De Gaulle, dans les usines, certains chefs se croient revenus au bon vieux temps d'avant les événements de mai et pensent qu'ils peuvent relever la tête.

Ainsi, à la C.A.F.L. Saint-Chamond, lundi dernier, le chef de service chaudronnerie met un avertissement à un ouvrier qu'il avait trouvé en train de parler. A croire qu'on est au silence à l'usine !

Le même jour, à quelques temps d'intervalle, un deuxième ouvrier du même service écope la même sanction pour le même motif. Cette fois c'est trop. Tous leurs compagnons de chantier cessent le travail, et vont ensemble demander des explications au dit chef.

Moins fier quand on lui demande de s'expliquer que quand il sanctionne !

Ce chef est particulièrement connu et peu apprécié des ouvriers. Ce n'est pas la première fois qu'ils vont lui demander des explications. Aussi, quand le cortège approche de son bureau il se précipite sur la fenêtre pour l'enjamber (il faut dire qu'une fois déjà il avait été question de le pendre). C'est nettement moins digne que de se pavaner dans son bureau et signer des avertissements ! Pas question de le laisser ainsi s'échapper. On l'attrape par un pan de veste, on le secoue un peu, on s'explique assez violemment.

La bousculade ne lui aura rien appris. Après plus de trois heures de discussions il réclame encore des excuses de la part des ouvriers sanctionnés ; des indemnités pour les dommages subis ; de plus, il aggrave encore la sanction d'un des ouvriers en lui promettant la porte.

Evidemment, pas question d'aller s'excuser. Des excuses, c'est le chef qui en devrait. Aussi toute la Chaudronnerie décide de se mettre en grève jusqu'à ce que les sanctions soient supprimées.

De plus, comme le même chef est responsable de deux autres chantiers (atelier central et mécanique) par solidarité ceux-ci se sont aussi joints au mouvement.

Une transaction malhonnête

On se trouvait devant une grève qui risquait de s'étendre et de faire boule de neige.

Déjà dans les autres chantiers on parle de se solidariser avec le mouvement. On va voir les délégués pour leur demander « alors, on débraye ». Et fait bizarre, il n'y a qu'eux qui ne se sentent pas concernés. Ils retiennent les ouvriers.

Dans les usines de toute la région alentour aussi, on parle de se qui se passe à la C.A.F.L., on discute, on garde les yeux rivés sur l'entreprise.

Pour ce qui est du climat, tous le constatent, les syndicats tentent de calmer les ouvriers. Ils vont parlementer avec la Direction pour qu'elle revienne sur les sanctions. Ils obtiennent quelque chose en effet : que ce ne soient pas seulement les deux ouvriers sanctionnés qui aillent seuls faire des excuses, mais toute une délégation d'ouvriers. L'humiliation subie par chacun étant ainsi d'autant moins grande qu'ils sont plus nombreux à la subir.

Masi les ouvriers ne sont pas sensibles à ce genre de mathématiques : ils refusent ce marché. Ils s'installent dans la grève.

La direction s'affole, les syndicats « agissent »

Les syndicats reprennent alors une tactique qui avait été bien payante quelques mois plus tôt. Le vendredi, ils organisent un vote pour ou contre la continuation de l'action. Vote à main levée : 250 pour ; 150 contre. Deuxième vote, à bulletin secret celui-là : il y a beaucoup d'abstentions et à une faible majorité (50 sur 250) la fin de la grève est adoptée.

Il faut dire qu'entre temps la Direction s'était remuée. Le Président-Directeur Général, M. Malcor, descendu de Paris n'a pas dû mâcher ses mots au chef de service et lui rappeler que son travail ne consistait pas à inciter les ouvriers à se mettre en grève. Toujours est-il que notre belliqueux chef s'est brusquement radouci. Il s'est rétracté.

Les résultats du mouvement

En définitive, à l'heure où nous écrivons on peut dire que personne n'est renvoyé. L'ouvrier le plus visé est muté pour quelques jours au service 15 (1). Mais il reste affecté à la Chaudronnerie et son salaire ne sera pas diminué.

A la Direction, les incidents auront remontré que la combativité des ouvriers de la C.A.F.L. est toujours vivace. Un rien suffit pour la faire éclater.

Encore une fois, c'est de la base qu'est parti le mouvement. Les syndicats n'ont fait que le suivre, pour mieux le freiner et éviter qu'il ne s'étende.

(1) Le service 15 est un service de transition dans lequel on mute des ouvriers soit parce qu'il n'y a plus de travail pour eux, soit plus fréquemment pour les sanctionner. Comme il n'y a pas de production à sortir dans ce service, on ne travaille pas au rendement et le salaire est considérablement diminué.

• A TOULOUSE-LARDENNE

GRÈVE AUX ÉTABLISSEMENTS FIORIO

LES entreprises Fiorio spécialisées dans la construction de préfabriqués, emploient plus de 800 ouvriers. L'usine de fabrication de Toulouse-Lardenne qui en emploie 112, approvisionne en matériel les chantiers de la région.

Sur la base de 45 heures, le salaire d'un ouvrier qualifié s'élève à 800 francs par mois, celui d'un ouvrier hautement qualifié à 950 francs. Mais la direction vise de plus en plus à pratiquer la politique de déqualification commune actuellement à toutes les entreprises du bâtiment de la région : employer de plus en plus de manœuvres, et de moins en moins de main-d'œuvre qualifiée, en refusant purement et simplement d'accorder les promotions depuis 1966.

C'est dans cette ambiance que le nouveau directeur Spallier exerce ses multiples talents. A ses habituelles manières méprisantes, il a voulu ajouter le 5 novembre un nouvel exploit. Lorsque les ouvriers se présentèrent à la caisse pour toucher leur paye, ils s'entendirent déclarer qu'ils ne seraient pas payés ce jour-là, et que d'ailleurs, s'ils n'étaient pas contents, ils n'avaient qu'à partir travailler ailleurs. Les travailleurs décidaient alors une grève de trois heures.

Le lendemain matin, lorsque les ouvriers se présentèrent à la porte de l'usine pour reprendre leur travail, ils furent reçus par Spallier qui avait coupé le courant, éteint les chaudières, fermé les portes en déclarant le lock-out.

La grève est alors décidée

Dès le départ, le manque d'organisation de la grève laissait les ouvriers désorientés et isolés dans leur lutte. Les délégués C.G.T., seul syndicat présent dans l'entreprise, constituaient un piquet de grève tout à fait symbolique qui n'empêcha pas les cadres et les transporteurs de rentrer dans l'usine. Ils décourageaient les travailleurs de FIORIO qui voulaient y participer. Ils refusèrent aussi les services de quelques travailleurs de l'entreprise en bâtiment DUC et MERIC, venus se proposer pour renforcer le piquet. Quant à la Bourse du travail, elle restait muette. Elle avait perdu sa langue : le responsable C.G.T. du bâtiment ROCCHIA était absent, on ne pouvait rien faire sans lui.

La grève durait depuis près d'une semaine, quand des étudiants alertés vinrent prendre contact avec des travailleurs devant l'usine. Ensemble ils décidèrent de rédiger un tract expliquant comment la grève avait été déclenchée et pourquoi ils avaient décidé une grève illimitée. Ils réclamaient la levée du lock-out et le paiement des heures de grève, y compris le 11 novembre, et la reclassification périodique (tous les trois mois) qui en fait EST BLOQUEE DEPUIS 1966. Ce tract tiré à 5 000 exemplaires était diffusé à la sortie de plusieurs usines de Toulouse par des équipes mixtes ouvriers-étudiants, en même temps qu'étaient organisées des collectes dans différents secteurs de la ville, et des collages d'affiches.

Les délégués furent immédiatement convoqués à la Bourse du travail. On allait voir ce qu'on allait voir. Les bureaucrates qui avaient passé toute la grève dans leur fauteuil allaient sortir leurs griffes contre « l'épouvantail gauchiste » qui décidément continue à troubler « le calme, la dignité, le sens des responsabilités de la grande centrale ouvrière ».

La C.G.T. éditait alors un tract sans consulter les travailleurs et dans lequel les mots de « grève illimitée » avaient été supprimés avec délicatesse. Quant au soutien matériel à la grève on ne pouvait toujours rien faire, ROCCHIA le manitou n'étant pas encore revenu !

Le lundi matin 18 novembre, le C.E. se réunit à Limoux (siège social de la FIORIO). Le lendemain les délégués étaient de retour et lisaient le texte qu'ils « avaient adopté à l'unanimité sous réserve d'acceptation des travailleurs »

- pas question de payer les heures de grève ;
- la direction promet une nouvelle répartition des genres de travail... ;
- elle promet d'étudier les reclassifications... dès que le travail reprendra !

Ces propositions furent accueillies par les travailleurs comme elles le méritaient. Comme le rappela un étudiant présent, l'objectif de la grève, LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE ET LA RECLASSIFICATION n'était pas atteint.

Cependant le vote révéla une très faible majorité favorable à la reprise. Ce résultat n'était pas une preuve du manque de combativité des ouvriers. Ceux qui ont voté pour la reprise expliquèrent en effet à leurs camarades qu'ils avaient un besoin d'argent absolument vital pour leur famille. Effectivement les **caisses** du syndicat étaient restées fermées et les collectes organisées avec les étudiants insuffisantes pour poursuivre la lutte.

Devant le manque d'ardeur de la reprise le sieur SPALLIER fit de nouvelles propositions par l'intermédiaire de l'Inspecteur du Travail et des délégués du personnel : les 5 heures du mardi après-midi 5 novembre seront payées à condition que le travail reprenne le mercredi matin ; le dialogue avec les délégués se poursuivra dans les jours suivants. Comme on le voit, le coq de combat SPALLIER ne refuse aucune **miette** à ses ouvriers.

Et il faudra le retour de ROCCHIA pour décourager les derniers travailleurs qui avaient refusé de rentrer. Venu prémunir les travailleurs contre le danger « gauchiste », il se réfugia au fond de l'usine, dans les vestiaires, pour les haranguer, debout sur une poubelle : le mieux était de reprendre le travail, puisque le dialogue délégués-patron allait se poursuivre.

La grève était donc enterrée.

Maintenant que le travail a repris, les provocations de la Direction se multiplient : déplacement de la pointeuse devant le bureau du chef qui contrôle personnellement (ainsi plusieurs camarades arrivés une minute en retard ont été mis à pied pour toute la journée) ; accélérations successives des cadences, etc.

Ce qui n'a pas empêché la feuille locale de l'HUMANITE DIMANCHE de titrer : « Après 12 jours de lutte, succès des travailleurs de FIORIO », ni de raconter là-dedans que les travailleurs avaient vu leurs principales revendications satisfaites... entre autre l'obtention d'une paire de bottes !

« Lutte Ouvrière »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

ELECTIONS DES DELEGUES : QUELQUES RESULTATS SIGNIFICATIFS

• A HISPANO - SUIZA (Bois - Colombes)

LES travailleurs d'Hispano-Suiza viennent d'élire leurs délégués du personnel. Il en ressort une régression des voix en faveur de la C.G.T. et une progression, très attendue, de la C.F.D.T. Le plus surprenant reste toute de même le progrès obtenu par la C.G.C. (Confédération Générale des Cadres) en ce domaine.

Le matin même des élections, les diverses rues de l'usine étaient recouvertes de tracts d'un type particulier. Nous le reproduisons ci-dessous :

CADRES

EN MAI, VOUS AVEZ FAIT PREUVE DE MATURITE EN SOUTENANT LE REGIME GAULLISTE ET EN VOTANT CONTRE LA GREVE.

VOUS VOTEREZ C.G.C. ET, PAR CE VOTE, FRANC ET MASSIF, VOUS DONNEREZ UNE BONNE OPINION DE VOUS AUX DIRIGEANTS DE LA S.N.E.C.M.A.

Canular ou pas ce n'est pas toutefois un tel papier qui a pu modifier les décisions des travailleurs d'Hispano-Suiza. Ces élections ont en fait sanctionné la politique passée de la C.G.T., syndicat qui jusqu'à ce jour a joué le rôle le plus important auprès des travailleurs de l'entreprise.

Quel a été ce rôle avant mai ?

Dès l'automne 67 les travailleurs d'Hispano ont été amenés à se défendre contre la menace toujours plus grave de licenciements de plus grande envergure : débrayages, sorties anticipées, manifestations. Beaucoup de ces actions montraient clairement le désir de lutte des travailleurs. Mais toutes sont restées dans les limites imposées par la C.G.T., c'est-à-dire inoffensives pour la direction et inefficaces quant à la sécurité de l'emploi.

Pendant la grève

Aux mois de mai et de juin, l'usine entre spontanément en grève après l'annonce de la grève chez Renault.

Les travailleurs des ateliers les plus combatifs ont à leur tête des ouvriers syndiqués à la C.G.T. mais connus pour leur sympathie pour les « gauchistes » et le mouvement des étudiants.

Les dirigeants staliniens de la C.G.T. nettement dépassés par les événements s'affolent. Pas longtemps d'ailleurs car le mouvement est très vite repris en main par les vieux renards « syndicalistes » connaissant toutes les ficelles de l'appareil. Ils éliminent les « gauchistes » non organisés.

A partir de ce moment, c'est la C.G.T. et, dans son ombre, la C.F.D.T., qui prennent la parole tous les jours au meeting, sur un mur suffisamment élevé pour le rendre inaccessible aux éventuels orateurs non prévus par eux.

La grève va durer un mois. Pendant les premiers quinze jours, la C.G.T., par l'intermédiaire de son prêtre ouvrier, talentueux prêcheur de fadaises, domine le mouvement.

Mais peu à peu les « gauchistes » de diverses tendances tentent de se regrouper. Il en sort un comité d'action appelé : « Comité d'Action Populaire ». Il regroupe tous les mécontents. Les staliniens voient évidemment cette nouveauté d'un mauvais œil et tentent, sans succès, de lui faire échec. Néanmoins, c'est toujours les mêmes bureaucrates qui dirigent la grève.

Quelques militants « gauchistes » quittent bruyamment le Parti Communiste et en sont exclus, après coup, tout aussi bruyamment car ils sont dénoncés nommément dans un tract distribué aux travailleurs pendant le meeting.

Les accords de Grenelle annoncent le déclin de la grève et laissent tous les travailleurs insatisfaits. La C.G.T. réclame un vote à bulletin secret qui fit bien des mécontents quand on sait que la grève fut commencée à main levée. Pourtant une faible majorité se prononce pour la continuation de la lutte. Le moral des plus combatifs remonte.

Hélas ! La C.G.T. profite d'un week-end pour organiser de pseudo-réunions au cours desquelles la reprise sera décidée pour le mardi.

Au moment de l'annonce publique de la reprise, malgré le vote à bulletin secret favorable à la continuation, le mécontentement et la surprise se font sentir parmi les travailleurs réunis sur la place pour entendre le rituel discours. Des cris et des protestations s'élèvent. S'entendant traiter de « vendu » le prêtre ouvrier s'effondre. La reprise est prévue pour le lendemain. Mais le lendemain c'est la Direction qui refuse d'ouvrir ses portes et c'est encore la C.G.T. qui demande aux travailleurs de rentrer chez eux, la grève étant finie, puis d'attendre bien sagement que les patrons acceptent d'ouvrir leurs portes.

Hurlements de la part d'une bonne partie des travailleurs présents. La C.G.T. insiste mais sans succès car beaucoup de travailleurs décident de rester à l'usine, en faction toute la nuit s'il le faut. La Direction recule et le travail reprend... si on peut dire !

La C.G.T. se déconsidère ainsi aux yeux des travailleurs les plus combatifs.

Depuis la rentrée

Depuis cette date, aucune action n'a été même envisagée (à part une courte riposte à la volonté de la direction de nous faire récupérer des heures de grève qu'elle ne voulait pas payer).

Depuis donc, à nouveau le silence de la part des syndicats. La C.G.T. s'assouplit. Les vacances et les événements de la Tchécoslovaquie ne font qu'approfondir son sommeil.

Pourtant, la situation des travailleurs d'Hispano-Suiza reste aussi précaire car la fusion Hispano-Snecma est maintenant officielle et toutes les suppositions sont possibles quant aux mesures qui seront prises par les patrons de la S.N.E.C.M.A. Elles inquiètent, à juste titre, bon nombre de travailleurs.

C'est dans ce climat qu'ont lieu les élections. Beaucoup de travailleurs sentent la nécessité de marquer leur désappointement quant à la façon dont leurs représentants ont mené la lutte avant, pendant et après le mois de mai.

C'est ce qui explique la remontée de la C.F.D.T. qui, au moins de mai, employa une phraséologie plus révolutionnaire tout en restant sans danger dans les jupons de la C.G.T.

Pour d'autres travailleurs, la C.G.T. reste leur syndicat mais ils sentent que la liste présentée cette année affiche malgré tout, trop de bureaucrates qui se sont montrés assez peu reluisants pendant la grève alors que les anciens délégués, dénommés « gauchistes » avaient été éliminés (en tous les cas pour ce qui est du premier collège : ouvriers-employés). Ils ont manifesté leur mécontentement en rayant des noms trop connus pour leur acttion négative en mai.

En résultat, les têtes de listes, véritable échantillonnage de bureaucrates invétérés, passent dans le premier collège mais dans le deuxième collège (cadres-agents de maîtrise-agents techniques) un aspirant bureaucrate, stalinien précoce, n'a pas été réélu. La plus grande confusion semble avoir régné au moment du dépouillement.

La C.G.T. vient d'essuyer un recul, c'est incontestable. Ses militants sincères sauront-ils en tirer la leçon ?

• AUX NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE

LE 15 novembre, les élections des délégués du personnel ont eu lieu parmi les ouvriers et les employés des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.). Cette année ces élections ont suscité un plus grand intérêt parmi le personnel et ont abouti à un important renouvellement des délégués.

Précisons tout de suite que sur le plan syndical, à côté de F.O. et de la C.F.T.C., la C.G.T., elle, est largement majoritaire chez les ouvriers et même chez les employés. Chez les ouvriers elle emporte les 11 sièges de suppléants et 10 sièges de titulaires, la C.F.T.C. obtenant le 11e. Chez les employés elle obtient 6 sièges alors que la C.F.T.C. en a 2 et F.O. un seul.

Chez les ouvriers, en particulier dans l'annexe la plus importante, celle de la Villette, ce sont les militants qui ont mené la grève en mai qui se sont présentés aux élections. Il faut dire qu'en mai les ouvriers des N.M.P.P. ont été les premiers de la région parisienne a s'être mis en grève et la première réaction des directions syndicales, en particulier de la C.G.T. a été de leur demander... de reprendre le travail. Après que les responsables syndicaux se soient faits huer, des comités de grève se sont formés dans les différentes équipes. Ces comités de grève regroupaient de jeunes ouvriers dynamiques qui ont obtenu la confiance de leurs camarades de travail et qui, forts de cet appui, ont réussi à mettre sur pied une certaine vie syndicale dans l'entreprise.

Dans l'équipe de jour de la Villette les anciens délégués ont perdu toute autorité à la suite de la grève de mai et n'ont pas été représentés sur les listes. Dans l'équipe de nuit, les jeunes du comité de grève ont réussi à imposer à la section syndicale C.G.T. des préélections pour désigner les ouvriers que la C.G.T. ferait figurer sur sa liste de candidats à la délégation du personnel. La majorité de l'équipe qui est syndiquée C.G.T. a participé à ces préélections et a désigné parmi une liste de sept noms les quatre derniers de la liste : trois jeunes militants dynamiques et un ancien délégué qui les soutient et qui a toujours fait consciencieusement son travail de délégué. Trois membres du P.C. qui avaient cependant pris soin de se placer en tête de liste furent éliminés.

Dans ces conditions on comprend que les ouvriers aient eu à cœur de soutenir les candidats C.G.T. Ils se sont empressés d'aller voter dès l'ouverture du scrutin ; la participation au vote a été plus importante que l'an dernier et la C.G.T. a gagné un siège de suppléant.

Chez les employés les élections se sont déroulées dans des conditions bien différentes. En mai, la grève a démarré plus tard et dès le début la C.G.T. en a eu le contrôle. Le comité de grève formé de jeunes inexpérimentés a eu un rôle extrêmement limité. La vie syndicale est restée jusqu'ici très embryonnaire et la secrétaire de la section syndicale n'a eu aucun mal à établir la liste de candidatures comme elle l'entendait sans demander l'avis des syndiqués et encore moins du personnel. Elle s'était déjà présentée l'an dernier comme suppléante mais elle avait été trop rayée pour être élue. Cette année elle s'est représentée, se plaçant en tête de liste et elle a entrepris toute une campagne pour expliquer qu'il ne fallait pas rayer de nom sur la liste car cela faisait perdre des voix à la C.G.T. Deux jeunes employées qui voulaient être déléguées se sont retrouvées en mauvaise position sur la liste des suppléants, l'une d'ailleurs en position non élue.

Mais les employés n'étaient pas décidés à se laisser imposer des délégués dont ils ne voulaient pas. Malgré les manœuvres des bureaucrates ils ont fait entendre leur voix... en rayant les noms de ceux qui n'avaient pas leur confiance. Le résultat c'est une gifle pour la secrétaire qui obtient le moins de voix de toute la liste C.G.T. et qui encore une fois n'est pas élue. Quant aux jeunes elles sont élues en tête de liste suivies de toute la queue de liste des suppléants ! Sur la liste des titulaires il y a également d'importantes modifications, certains staliniens notoires se trouvant éliminés.

Le personnel des N.M.P.P., tant ouvriers qu'employés, a exprimé au travers de ces élections son désir de renouveler ses représentants. Il a exprimé sa confiance dans les jeunes qui se sont montrés actifs en mai, qui luttent de manière décidée pour défendre l'intérêt de l'ensemble du personnel, qui respectent davantage les désirs et l'opinion de leurs camarades de travail.

Espérons que ces espoirs placés dans les jeunes ne seront pas déçus et que les nouveaux délégués s'efforceront, au lieu de s'isoler dans la sphère des « élus », de se faire les porte-paroles des aspirations du personnel, de lui rendre des comptes et d'associer à leur travail une partie toujours plus large de leurs camarades de travail, syndiqués ou non syndiqués.

• A THOMSON - HOUSTON (Gennevilliers)

A Thomson Gennevilliers la C.G.T. du bâtiment G2 (un des trois bâtiments de l'usine) publie des commentaires sur les élections du Comité d'Etablissement.

Elle essaie d'expliquer comment, de majoritaire au C.E., elle est devenue minoritaire, à l'avantage de la C.F.D.T. Durant la grève de mai-juin la C.F.D.T. a souvent eu une position « gauchiste ». A ces élections elle a inscrit sur les listes des travailleurs se réclamant des idées de mai, ou des idées « gauchistes ». Malgré toutes les attaques de la C.G.T. contre les « gauchistes » et contre l'aventure et malgré les longues et patientes démonstrations de son extraordinaire sagesse, les travailleurs lui ont tourné le dos. Elle l'admet d'ailleurs, même si c'est avec mauvaise grâce dans ses commentaires :

« Dans les deux collèges de la division RT, 739 travailleurs se sont exprimés : 347 ont voté CGT soit environ 47 % ; 392 ont voté CFDT soit environ 53 %, il y a 135 blancs ou nuls soit environ 15 %. »

« Il est évidemment possible de tracer des parallèles et d'aligner des chiffres comparatifs entre ces élections au C.E. de 1968 et celles de 1966. »

« Mais dans le premier cas, deux années séparent les élections et, le nombre de votants a considérablement augmenté, ce qui interdit de porter une appréciation précise des causes qui ont motivé les gains ou les pertes de suffrages » (...)

« Nous retiendrons deux faits essentiels en soulignant certaines particularités. »

« a) la CGT qui était majoritaire au C.E. de R.T. dans les élections de 1966 avec 4 élus contre deux à la CFDT est maintenant minoritaire dans la même proportion : 2 - 4 » (...)

« Comme faits particuliers, nous soulignerons le nombre important d'abstentions et surtout de bulletins blancs, qui dénotent une hésitation à se prononcer de la part de certains, hésitation qui, nous le pensons, provient d'électeurs de la CGT. »

« Pour notre part, nous pensons que ces bulletins ont une explication et que cette dernière trouve son origine dans les événements de mai-juin. »

« En effet, tout au long de ce mouvement, la CGT a su prendre ses responsabilités aussi bien lors du démarrage de la grève (nous rappelons le tract du 17 mai 68, où la CGT proposa le Front Syndical commun, la constitution immédiate de comités de lutte dans toute l'usine, et dans lequel nous précisons les objectifs revendicatifs) que lors de la reprise du travail et cela n'a pas été compris de tous. »

« De même, certains pensent que nous aurions pu aller plus loin et profiter de l'ampleur du mouvement pour remplacer le régime, le pouvoir personnel, par un pouvoir populaire. (...) Que cela plaise ou non, notre travail et tous les mouvements depuis cette date (1958) ont contribué à mai-juin ! »

« Oui, la CGT, ses militants sont pour aller plus loin, ils sont pour le socialisme, mais pas dans n'importe quelles conditions, et nous continuerons de penser que nous avons eu raison de ne pas entraîner les travailleurs dans l'aventure. »

A ces commentaires, il faut ajouter que c'est la première fois qu'il y a des bulletins blancs à l'usine. Que le démarrage de la grève soit à attribuer au tract de la CGT est une plaisanterie. C'est pour faire pièce à la CFDT qui aurait invité les étudiants à venir devant la cantine expliquer le but de leurs mouvements que la CGT a sorti un tract. Cela lui a permis en le diffusant de couvrir la voix des étudiants. A cet effet d'ailleurs, la CGT avait même amené une voiture munie de deux hauts-parleurs qui dispensaient des attaques contre les « gauchistes » quand les étudiants parlaient. Par contre, lors de la reprise, la CGT était la seule à appeler à voter « pour » en dressant un bilan positif. Le commentaire se termine par une déclaration :

« Notre section syndicale tiendra compte des enseignements de ces élections pour son action à venir. »

Quand on connaît les bureaucrates syndicaux, on se demande comment ils comptent faire.

VERS UN FRONT SYNDICAL COMMUN ?

LA proposition de front syndical commun présentée depuis quelques jours par la C.G.T. aux autres centrales ne provoque nullement — c'est le moins que l'on puisse en dire — un enthousiasme excessif de la part de ces dernières. Ne parlons pas de F.O. dont la position traditionnelle est de refuser toute action et même toute inaction communes avec la C.G.T. Mais la C.F.D.T. aussi, qui en d'autres temps s'était montrée plus favorable à un rapprochement, a clairement laissé entendre par la bouche de son président Eugène Descamps, que la réalisation de ce front lui semblait inconcevable actuellement.

Et les dirigeants de la C.F.D.T. d'ironiser sur l'attitude contradictoire de la C.G.T. qui dans le même temps où elle propose ce front commun ne cesse de condamner la C.F.D.T. pour l'aide qu'elle apporte soi-disant aux gauchistes ou au gauchisme.

On peut se demander en effet, quelles sont les raisons qui poussent la C.G.T. à reprendre une politique unitaire, dont les mois de mai et juin avaient montré les difficultés de réalisation ? Et pourquoi les attaques incessantes de ces quatre ou cinq derniers mois sont maintenant conclues par une proposition de travail commun ?

La direction de la C.G.T. est en fait dans une situation délicate. C'est elle, parce que la C.G.T. est la centrale la plus représentative, qui a le plus souffert ou le moins profité du mouvement de juin. C'est elle que les travailleurs conscients de la trahison de Grenelle ont rendu en premier lieu responsable d'avoir liquidé la grève générale à très bas prix. C'est sans doute injuste car Descamps et Bergeron n'ont pas eu une attitude différente de celle de Séguy dans les faits.

Mais c'est ainsi. Et actuellement la C.G.T. le paie par une baisse d'influence dans les entreprises, du moins dans certaines entreprises importantes, celles où les travailleurs se sont davantage rendus compte de leur force et par conséquent ont été le plus déçus des résultats. C'est ce que traduisent les pertes de voix enregistrées lors de certaines élections récentes, soit de délégués du personnel, soit au comité d'entreprise.

La condamnation rituelle sur tous les tons, dans tous les congrès, dans toutes les réunions, dans tous les journaux, des gauchistes (y compris la C.F.D.T.) rendus responsables de tous les malheurs de Séguy et ses camarades ne peut suffire indéfiniment. Les militants C.G.T. ont besoin d'avoir une perspective. D'autant plus que des problèmes importants se posent aujourd'hui et qu'il est de plus en plus difficile se se contenter de se féliciter des acquis de mai alors que 6 mois après, ils sont déjà menacés d'être totalement mis en question par la politique d'austérité du gouvernement.

Le front syndical commun est cette perspective offerte aux militants. La direction C.G.T. espère sans doute faire d'une pierre deux coups : donner un objectif à une base un peu inquiéte de la situation mais pour qui l'unité est une rengaine tellement connue et répétée qu'elle ne peut manquer, estime-t-on, de la reprendre en chœur ; redorer un blason quelque peu terni auprès de l'ensemble des travailleurs toujours sensibles, sans doute, à ce besoin de l'unité.

La direction de la C.G.T. peut s'engager d'autant plus facilement sur ce terrain que la réaction de la direction C.F.D.T. est bien prévisible. Dans la mesure où Descamps refuse l'unité, Séguy peut s'en faire d'autant plus vigoureusement le champion. Il ne risque rien sinon d'avoir un bon prétexte auprès de ses troupes pour ne rien faire de positif, la carence des autres confédérations expliquant tous les atermoiements.

La C.F.D.T. a sans doute différentes raisons pour refuser la proposition cégétiste. Moins importante numériquement elle a toujours eu peur de se faire manger par sa rivale. C'est ce qui avait provoqué l'année passée, une mise en veilleuse de l'accord conclu un an auparavant entre les deux centrales.

Mais, surtout, aujourd'hui, elle a le vent en poupe. C'est elle qui profite partout des pertes de voix de la C.G.T. C'est vers elle que vont les sympathies des travailleurs déçus par les résultats de mai, à la fois parce qu'elle s'est proclamée plus proche des étudiants et à cause de l'attitude très combattive de certains de ses militants dans les entreprises. Plus que jamais, pense sans doute sa direction, elle a intérêt pour elle-même, à tenir ses distances.

« Pour une action commune, il faudrait définir avec clarté des objectifs », a répondu vendredi dernier Descamps. Bien ! Bravo ! Mais pourquoi ne se saisit-il pas de la proposition d'unité de la C.G.T. pour définir ces objectifs et faire des contre-propositions ? Bonne occasion, puisque Séguy se prétend aujourd'hui unitaire, pour le mettre au pied du mur. Et pour faire la preuve devant la propre base militante de la C.G.T. de ce que veut réellement sa direction ?

Mais Descamps préfère rechercher des prétextes — que la C.G.T. lui donne à plaisir, il est vrai — pour refuser le principe de l'action commune. Car Descamps, comme Séguy, fait passer les intérêts de sa boutique avant ceux des travailleurs. Son « gauchisme » a — on le voit — des limites bien précises.

Les problèmes de l'unité

DEUX EXEMPLES CONCRETS

• *A la Polymécanique (Pantin)*

LA C.G.T. A PEUR DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

DANS cette entreprise de Pantin (1.200 personnes), s'est constituée après juin, une section syndicale F.O. que la C.G.T. et le P.C. accusent de « gauchisme ».

Cette section syndicale a fait au début d'octobre une proposition aux autres syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.) : faire des assemblées de syndiqués et non syndiqués en commun pour discuter des problèmes de l'ensemble des travailleurs de l'usine. Elle expliqua qu'ainsi il serait possible de réunir bien plus de travailleurs que ce que chaque organisation réunissait séparément, ce qui mettrait les ouvriers de l'usine en bien meilleure position vis-à-vis du patron, et ce qui permetrait de refaire l'apprentissage de la discussion et de la démocratie entre les différentes tendances ouvrières.

La C.G.T. mit sept semaines avant de donner une réponse précise ! Réponse donnée dans un tract où il y avait les 4/5 du texte qui attaquaient les « gauchistes ». Il y avait eu des discussions entre militants F.O. et C.G.T. entre temps, discussions qui avaient permis de constater que nombre de cégétistes de l'usine étaient d'accord pour cette proposition concrète de front syndical uni. Mais ce qui fut répondu au nom du syndicat, repoussait l'essentiel de cette proposition. « Le Front syndical commun » selon ce tract consistait à chercher un accord entre les directions syndicales de l'usine, une fois cet accord trouvé, présenter à l'approbation du personnel les points de cet accord.

La discussion en était restée là quand intervint l'annonce des mesures d'austérité pour résoudre la crise monétaire. La C.G.T. demanda alors aux délégués de tous les syndicats de se réunir pour établir « un front syndical commun » pour faire face à la situation. Tous acceptèrent. A cette réunion il y eut accord de tous pour défendre les revendications d'échelle mobile des salaires avec augmentation des salaires, ainsi que l'extension des droits syndicaux. En ce qui concerne la diminution du temps de travail, la section syndicale C.G.T. demandait le « retour progresif aux 40 heures » et la section syndicale F.O. le retour immédiat, étant donné que le retour progressif existe déjà dans les accords de Grenelle... pour 1973. La C.G.T. proposait d'envoyer des délégations à la chambre des députés lors du débat sur les droits syndicaux. F.O. refusa. Sur le « front syndical commun » deux positons aussi s'affrontèrent, la C.G.T. demandait qu'en cas d'assemblée commune avec le personnel, seuls les points sur lesquels il y avait accord soient discutés. Pour la section F.O. n'importe quel problème posé par les ouvriers ou un syndicat devait pouvoir être débattu démocratiquement, de manière à laisser les travailleurs, et non les organisations syndicales, trancher leurs propres problèmes. La C.G.C. et la C.F.D.T. se déclarèrent d'accord avec la C.G.T. sur tous ces points. La C.G.T. fit la proposition de faire un tract commun pour informer le personnel des résultats de cette réunion. F.O. accepta à condition que le tract ne passe pas sous silence la différence des points de vue. Seulement deux jours après, il n'y avait pas encore eu accord sur la rédaction de ce tract. Et comme au panneau syndical la section F.O. avait mis une information relatant cette réunion, il lui fut reproché d'avoir agi d'une façon incorrecte vis-à-vis des autres sections syndicales. Cette information etait destinée aux travailleurs pour lesquels les militants F.O. de la Poly ont aboli la « diplomatie secrète », aussi bien en ce qui concerne les réunions avec le patron, que celles avec les syndicats. Ces militants sont partisans de l'unité syndical et ils pensent qu'ils défendront le mieux « le front syndical commun », s'ils l'aident à le construire sur des bases démocratiques et non sur des combines d'appareil.

• *A Roussel-Uclaf (Romainville)*

LA C.F.D.T. ROMPT L'UNITÉ

CHEZ Roussel-Uclaf se pose un problème important : celui du transfert d'une partie des fabrications en province. Ce transfert entraîne la suppression d'un nombre important de postes d'ouvriers, de chefs d'équipes et d'agents de maîtrise. La direction assure qu'il n'y aura pas de licenciements mais des reclassements. En fait, pour l'instant, on assiste surtout à des déclassements d'agents de maîtrise.

Devant ce problème, la section C.F.D.T. de l'usine convoquait les autres sections syndicales pour voir ce qu'on pouvait faire en commun. La première réunion où C.G.T., C.F.D.T. et F.O. assistaient ne fut qu'une prise de contact et on décidait alors de se revoir après avoir étudié les points sur lesquels on pouvait se mettre d'accord. C'est ainsi qu'eut lieu une seconde réunion, début novembre, sans la C.G.T. d'ailleurs, qui, dit-elle, n'avait rien à ajouter à ce qu'elle avait dit à la première, pas grand chose en vérité.

A cette réunion C.F.D.T. et F.O. décidaient de débattre en commun sur les points suivants :

— pas de diminution de salaire,

— pas de perte des avantages acquis du fait d'une mutation,

— formation professionnelle au choix des travailleurs, sur le temps de travail et payée.

Ces points devaient être développés dans un tract commun qu'on devait écrire en commun quatre jours plus tard. Mais ce délai suffit pour qu'on en reste là, car, après une réunion de bureau du 15 novembre et probablement consultation de la fédération, les camarades de la C.F.D.T. devaient « retarder » l'action commune pour une période indéterminée, à la déception d'ailleurs de certains de leurs syndiqués qui ne comprennent toujours pas pourquoi le bureau de leur section syndicale a rompu l'unité.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris